

Quelques orientations pour la Suisse

Résultats et interprétations du Baromètre
des préoccupations 2022 du Credit Suisse



01
Avant-propos d'André Helfenstein

02
Introduction de Manuel Rybach

04
Préoccupations: Grande permutation dans le classement

10
Europe: l'Europe serre les rangs

16
Nouvelle situation: recherche d'une nouvelle stratégie

20
«La dépendance nous a rendus vulnérables.»
La conseillère fédérale Simonetta Sommaruga
s'entretient avec Manuel Rybach au
sujet du Baromètre des préoccupations

24
Voilà comment nous surmonterons la crise
climatique et énergétique
par Jürg Grossen

27
Le contrat entre générations est menacé de résiliation
par Camille Lothe

29
Une politique énergétique et climatique engagée
par Susanne Vincenz-Stauffacher

32
Pourquoi la Suisse est-elle peu sensible à l'inflation?
par Claude Maurer

34
La politique doit être au service des gens
par Martin Landolt

36
Baromètre de la jeunesse: la méritocratie, un mythe?

Orientation en périodes difficiles



Chère lectrice, cher lecteur,
Après la pandémie de COVID-19 qui a bouleversé nos vies ces deux dernières années, les prochaines crises se bousculent déjà à nos portes avec la guerre en Ukraine, la flambée des prix de l'énergie et l'accélération de l'inflation. Qui plus est, le monde a un autre problème très complexe à résoudre : freiner le réchauffement de la planète.
Comment cette cadence infernale des crises se répercute-t-elle sur le bien-être et les préoccupations de la population suisse ? Le Baromètre des préoccupations du Credit Suisse, que nous établissons depuis 1976, est devenu un véritable reflet de l'état d'esprit des Suisses. Il est en mesure de prendre le pouls de l'opinion publique et de dégager des tendances à long terme.

Cette analyse montre en outre aux milieux politiques et économiques, qui sont particulièrement sollicités en ces temps difficiles, dans quels domaines la population attend des mesures efficaces.

Les résultats de l'enquête de cette année sont détaillés dans la présente publication, et la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga ainsi que plusieurs autrices et auteurs invités donnent leur avis sur la manière de relever les grands défis. Dans la perspective des élections fédérales de 2023, ces résultats revêtent une importance particulière, car ils mettent déjà en évidence des thèmes électoraux possibles.

Je vous souhaite une intéressante et agréable lecture.

ANDRÉ HELFENSTEIN
CEO Credit Suisse (Suisse) SA

Prendre le pouls de la population suisse

INTRODUCTION ____ Certaines années, les principales préoccupations ne présentent guère de surprise. En 2022, en revanche, les possibilités sont nombreuses. Quel est donc aujourd’hui le trio de tête des préoccupations ? Suspense garanti.

Par Manuel Rybach

Nous avons rarement été aussi impatients de connaître les résultats de l’enquête du Baromètre des préoccupations. On aurait pourtant pu s’attendre à plusieurs «têtes de liste» : La pandémie de Covid-19 n’est pas encore terminée, une guerre fait rage en Ukraine, il plane une menace de crise de l’énergie et de coupures de courant, la hausse de l’inflation est sur toutes les lèvres, la prévoyance vieillesse n’est toujours pas assurée à long terme et, bien sûr, après un nouvel été de températures record, le changement climatique devrait figurer en haut de la liste. Dans la longue histoire de notre Baromètre des préoccupations, la situation d’avant l’enquête a (malheureusement) rarement été aussi intéressante.

Mais dévoilons sans plus attendre les trois principales préoccupations de la population suisse cette année : il s’agit du changement climatique, de la prévoyance vieillesse et de l’énergie. La question de

savoir si la Suisse doit se préparer à un hiver froid a donc remplacé la pandémie de COVID-19 dans le trio de tête du classement.

En plus de la présentation traditionnelle du paysage des préoccupations en Suisse, la présente publication approfondit trois thèmes. Le premier article se penche sur les relations entre la Suisse et l’UE et montre à qui la population suisse attribue la responsabilité de trouver des solutions après l’échec des négociations sur l’accord-cadre. Un autre article s’intéresse à la manière dont les Suisses gèrent l’incertitude croissante au niveau international et à l’impact de cette situation sur la confiance qu’ils accordent aux différents acteurs. Le dernier article est consacré à nos jeunes citoyennes et citoyens et cherche à savoir s’ils plébiscitent toujours le principe de la performance (ou méritocratie), ou s’ils ne la considèrent plus que comme un mythe.

Grâce à cette publication, nous entendons contribuer activement au débat politique dans notre pays. C’est pourquoi nous souhaitons analyser les résultats du Baromètre des préoccupations avec l’aide de voix issues des mondes politique et économique. Ainsi, nous avons eu l’opportunité d’interroger la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga dans le cadre d’un entretien sur les préoccupations actuelles des Suisses. Nous avons notamment voulu savoir comment elle entendait garantir l’approvisionnement énergétique en tant que cheffe du Département fédéral de l’environnement, des transports, de l’énergie et de la communication (DETEC), comment la Suisse devait se préparer à affronter les défis futurs et comment elle gérât ses préoccupations à titre personnel.



MANUEL RYBACH

est Managing Director et Global Head of Public Policy and Regulatory Foresight au Credit Suisse. Il est titulaire d’un doctorat en sciences politiques de l’Université de St-Gall (HSG) où il est également chargé de cours.

Nous avons également demandé à cinq invités de nous donner un éclairage sur quelques préoccupations. Le conseiller national bernois et président Jürg Grossen explique les mesures qui permettront à la Suisse de réussir la transition énergétique et d’atteindre la neutralité climatique. Camille Lothe, présidente de la section de l’UDC de la ville de Zurich, présente des solutions permettant de réformer la prévoyance vieillesse à long terme tout en préservant le contrat entre générations. La conseillère nationale Susanne Vincenz-Stauffacher (PLR/SG) fait des propositions sur la manière dont la Suisse peut faire face à la menace de pénuries d’électricité grâce à une politique énergétique susceptible de réunir une majorité. L’économiste du Credit Suisse Claude Maurer traite de l’inflation qui n’a jamais été aussi élevée depuis le début des années 1990 et parle des facteurs qui l’alimentent. Enfin, le conseiller national Martin Landolt (Le Centre/GL) donne un éclairage sur le système de santé suisse et explique quels coûts sont justifiés et lesquels sont évitables.

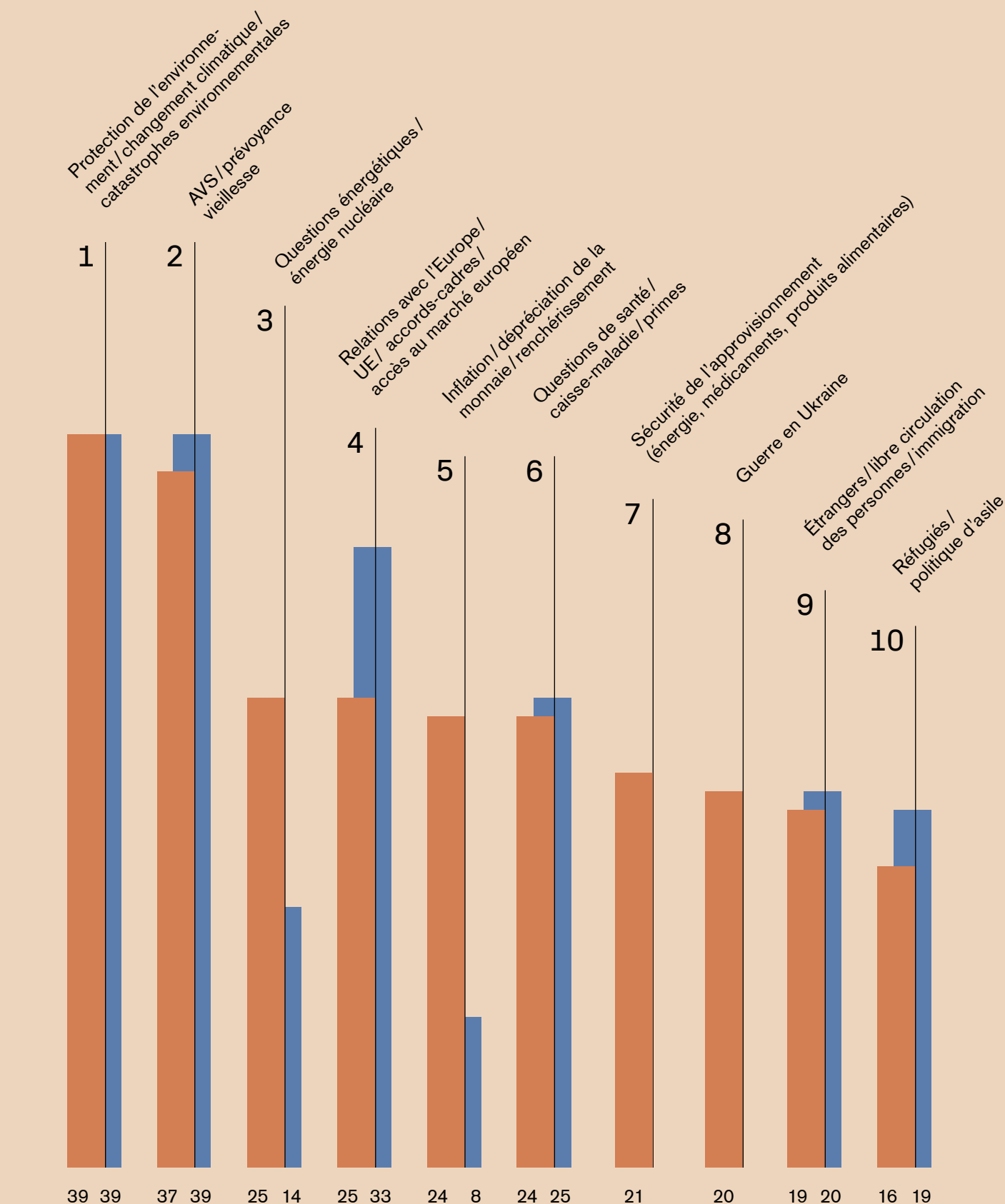
Avec le Baromètre de la jeunesse, le Baromètre des préoccupations du Credit Suisse offre depuis longtemps un système complet, basé sur des sondages d’opinion, permettant de prendre le pouls de l’opinion publique suisse dans les domaines politiques et sociétaux. Nous nous réjouissons de partager nos conclusions avec le plus grand nombre possible de citoyennes et de citoyens suisses ainsi que d’amorcer un débat public passionnant.

1 Top 20

PRÉOCCUPATIONS «Parmi les problèmes suivants, quels sont, à votre avis, les cinq plus importants qu'affronte la Suisse ?»

[Arrondi en %]

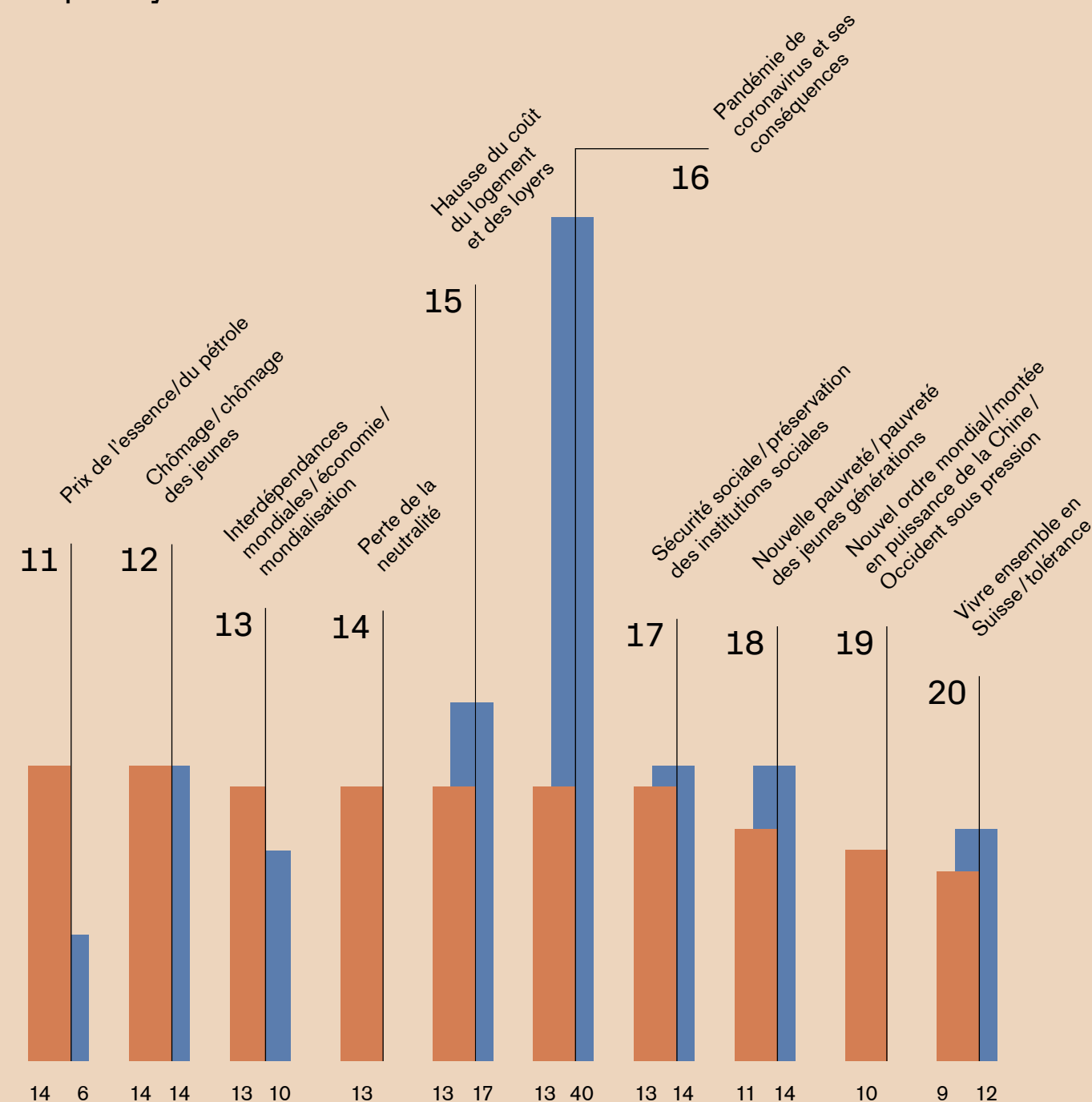
■ 2022 ■ 2021



Grande

permutation dans le classement

PRÉOCCUPATIONS — La pandémie ? Oubliée. La guerre en Ukraine ? C'est terrible, surtout en raison de l'insécurité de l'approvisionnement. Mais ce qui préoccupe vraiment la population, ce sont les questions environnementales et la prévoyance vieillesse.



Le Baromètre des préoccupations s'intéresse d'une part aux préoccupations qui tiennent les premières places du classement [voir graphique ● 1] et d'autre part aux grands problèmes largement débattus qui ont pratiquement disparu du radar des préoccupations de la population. Citons tout d'abord la pandémie de COVID-19, largement en tête en 2020 (51 %) et 2021 (40 %), qui est manifestement devenue un problème du quotidien (13 %). La population a appris à vivre avec elle. C'est une bonne nouvelle et, dans un contexte difficile chargé d'émotions, cela témoigne somme toute d'un comportement adéquat du monde politique, du système de santé, de l'économie et des médias. Néanmoins, au vu des millions de victimes dans le monde, l'insouciance n'est pas de mise.

En 2020, le Baromètre des préoccupations avait demandé quels seraient les changements causés par la pandémie d'ici 2023 : à l'époque, 76 % des personnes interrogées tablaient sur une augmentation du chômage. Logiquement, le chômage était donc remonté à la troisième place en 2020, à 31 %. Après avoir été la « principale préoccupation de tous les temps » avec des valeurs maximales de 89 % en 1993 et de 76 % en 2010, il avait dans l'intervalle reculé assez loin dans le classement. Les craintes ont cependant pu être écartées jusqu'à présent. Cette année, comme l'année dernière, le chômage n'est cité que par 14 % de la population.

Les effets de la guerre en Ukraine se font sentir

Comment la guerre d'agression lancée par la Russie contre l'Ukraine le 24 février dernier se traduit-elle dans le Baromètre des préoccupations ? Cette guerre est directement qualifiée de préoccupation par 20 % de la population. Mais au moins trois autres préoccupations majeures peuvent être reliées à ce conflit. Pour la première fois, 21 % des personnes interrogées ont mentionné l'insécurité de l'approvisionnement en énergie, en médicaments et en produits alimentaires. Les préoccupations liées à l'énergie en général (questions énergétiques/énergie nucléaire) ont également augmenté de manière spectaculaire, à 25 % (+11 points de pourcentage, pp). Si la première préoccupation porte principalement sur la sécurité de

l'approvisionnement en période d'incertitude et en hiver, celle liée aux questions énergétiques concerne l'avenir énergétique en général : quelle sera la stratégie énergétique de la Suisse dans les années à venir et quels compromis faudra-t-il accepter dans les domaines de l'environnement, de la protection du paysage ou des technologies telles que l'énergie nucléaire ? De même, les préoccupations relatives au renchérissement et à l'inflation (24 %, +16 pp) ainsi qu'aux prix de l'essence et du pétrole 14 % (+8 pp) ont nettement progressé. La menace qui plane sur la neutralité ou la nécessité de la redéfinir est perçue comme un problème par 13 % des personnes interrogées.

L'environnement et la prévoyance vieillesse en tête

En tête du Baromètre des préoccupations figurent les atteintes à l'environnement (changement climatique, catastrophes environnementales, protection de l'environnement). Comme en 2021, cette préoccupation est partagée par 39 % des Suisses. C'est la valeur la plus élevée depuis 1995, en →



Photo : Sally Montana / 13 Photo

Le changement climatique, un problème aussi bien mondial que national : les icebergs fondent dans l'Arctique, chez nous, ce sont les glaciers.

25%

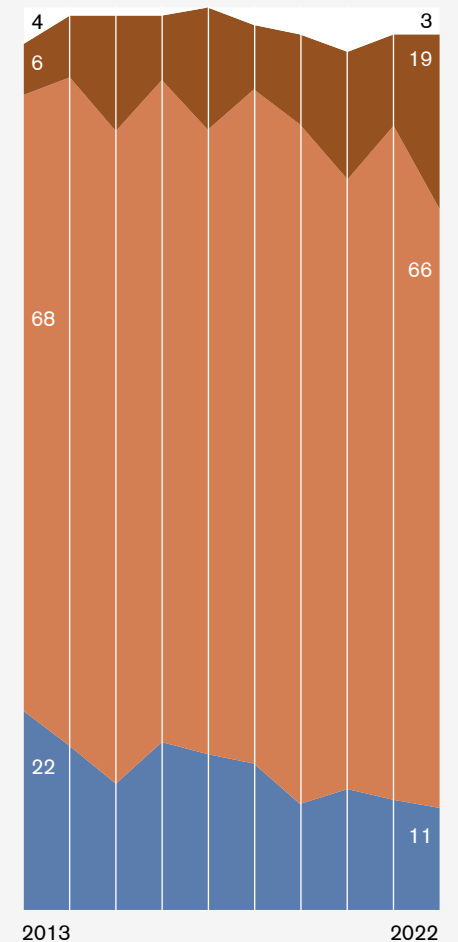
s'inquiètent actuellement des questions énergétiques.

2 Perspectives économiques personnelles

DES RÉPONSES MODÉRÉES La question était la suivante : « Si vous pensez aux 12 prochains mois, diriez-vous que votre situation économique sera meilleure, identique ou pire qu'actuellement ? »

[en %]

■ meilleure ■ identique ■ pire
□ ne sait pas/pas de réponse



3 Les 10 principaux changements

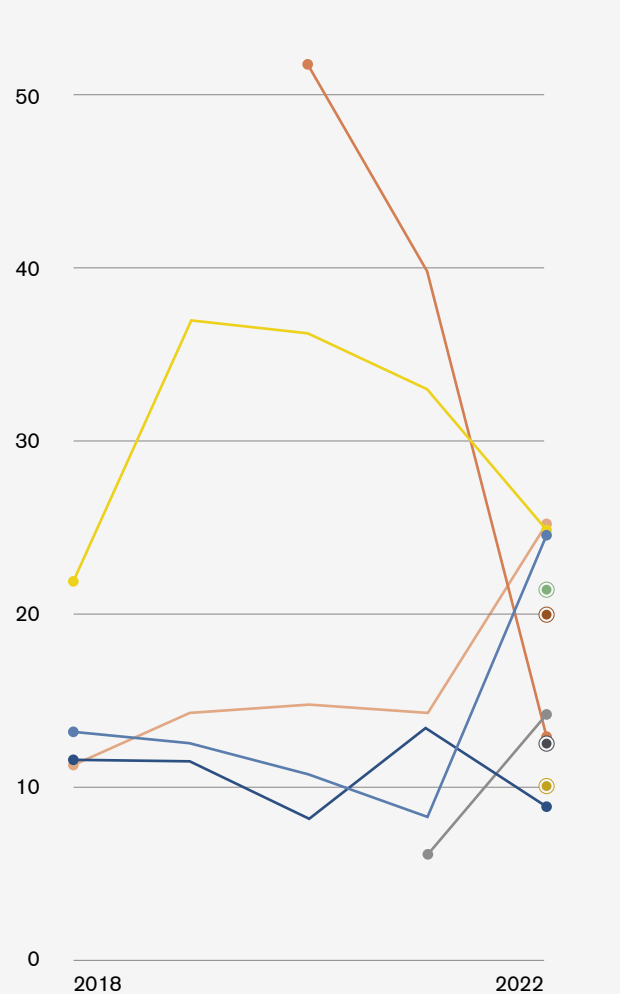
CHANGEMENT DE PRÉOCCUPATIONS «Voici une liste de thèmes qui ont fait l'objet de nombreuses discussions et de nombreux articles ces derniers temps : veuillez lire cette liste, puis choisir les cinq thèmes que vous considérez personnellement comme les cinq problèmes les plus importants de la Suisse.»

[en % des électeurs, pourcentage de citations]

● Pandémie de coronavirus ● Questions énergétiques/énergie nucléaire ● Relations avec l'UE/accords-cadres/accès au marché européen ● Inflation/dépréciation de la monnaie/renchérissement ● Prix de l'essence/du pétrole ● Égalité hommes-femmes

Nouveau en 2022

● Sécurité de l'approvisionnement (énergie, médicaments, produits alimentaires) ● Guerre en Ukraine ● Nouvel ordre mondial, montée en puissance de la Chine, Occident sous pression ● Perte de la neutralité



forte hausse depuis 2006 (+22 pp), même si on est encore très loin des records de 1988 à 1991 (61 à 74 %).

La votation du 25 septembre sur la réforme de l'AVS (qui a eu lieu après notre enquête) n'a pas d'incidence particulière sur la préoccupation récurrente qu'est la prévoyance vieillesse. Celle-ci est citée par 37 % (–2 pp) des personnes interrogées. Ce n'est pas surprenant, car la prévoyance vieillesse figure toujours dans le peloton de tête (négatif) depuis 1993, avec des valeurs comprises entre 27 % (2007) et 59 % (2003). Avec le relèvement de l'âge de la retraite des femmes, le financement de l'AVS est assuré à court terme, mais le problème de la prévoyance vieillesse dans son ensemble n'est pas résolu de manière définitive. Elle restera donc une préoccupation majeure.

Les relations de la Suisse avec l'Union européenne, considérées comme un problème par 25 % (–8 pp) des personnes interrogées, font l'objet d'un article séparé [voir p. 10 et graphique●3]. Le système de santé, qui est traditionnellement une préoccupation majeure au même titre que le chômage et la prévoyance vieillesse, n'est plus mentionné que par 24 % (–1 pp) des personnes interrogées, contre 41 % en 2018 et 2019. Ce recul s'explique par la stabilisation des primes d'assurance-maladie. Le résultat actuel reflète toutefois le fait que l'augmentation significative des primes en 2023 n'a pas encore été communiquée. On verra seulement l'année prochaine si l'instrument de la réduction individuelle des primes, dont les modalités varient d'un canton à l'autre, a l'effet escompté.

L'immigration en Suisse est mentionnée comme un problème par 19 % (–1 pp) des personnes interrogées, et par 16 % (+3 pp) si l'on se concentre sur les réfugiés et les demandeurs d'asile. Ces deux chiffres se situent assez nettement en dessous de la tendance à long terme.

Qu'est-ce qui préoccupe les personnes non liées à un parti politique ?

Si l'on considère les préoccupations des différents partis et de leurs sympathisants [voir graphique●4], on est frappé par l'ampleur des écarts. Pour ce qui est de la thématique environnementale, il y a une différence de 57 points de pourcentage entre la priorité accordée à la question par les Verts (75 %) et par l'UDC (18 %). S'agissant de l'immigration/des étrangers, l'écart

entre ces mêmes partis est de 30 points de pourcentage. Viennent ensuite trois thèmes présentant un écart de plus de 20 points de pourcentage (inflation, réfugiés, UE), tandis que les autres préoccupations majeures font au moins l'unanimité quant à leur caractère menaçant pour la Suisse.

Dans la perspective d'élections futures, il est intéressant de se pencher sur la pondération des préoccupations des électeurs non partisans. Pour eux, les questions de santé et les primes d'assurance-maladie arrivent en tête (34 %), suivies de l'environnement (33 %), du renchérissement (32 %), de la prévoyance vieillesse (31 %) et, à bonne distance, de la sécurité de l'approvisionnement et des coûts du logement (21 % chacun). Les autres problèmes jouent un rôle moindre, mais ils sont révélateurs, car ils diffèrent en partie des grandes préoccupations des partis : les questions énergétiques (17 %), la guerre en Ukraine et l'immigration (16 % chacun), le système éducatif et le vivre ensemble en Suisse (15 % chacun), les interdépendances mondiales, le prix du pétrole et les relations avec l'UE (14 % chacun), et enfin le chômage, les bas salaires et la question des réfugiés (13 % chacun).

Il semble que bon nombre de ces non partisans s'inquiètent de leur situation financière dans un avenir proche. L'évaluation de la situation économique personnelle actuelle ne présente pas encore de différences par rapport aux années précédentes : 65 % (+0) de la population la qualifient de bonne ou de très bonne, seuls 6 % (+0) la jugent mauvaise. Mais si l'on se projette dans les douze prochains mois, le tableau est nettement différent [voir graphique●2]. Si 11 % (–1 pp) pensent que leur situation va s'améliorer, pas moins de 19 % (+9 pp) craignent qu'elle se détériore. Du jamais vu en 27 ans, depuis que cette question est posée. En conséquence, la grande majorité des personnes estimant que leur situation n'a pas changé a fondu à 66 % (–9 pp), un plus bas historique.

Prévenir la nouvelle pauvreté

Du point de vue de l'électorat non partisan, la société se trouve face à un «nouveau» défi : la lutte contre la menace croissante d'une nouvelle pauvreté. Pour 17 % des non partisans, il s'agit de l'un des principaux problèmes. Au sein des partis en revanche, ce phénomène est à peine identifié selon le Baromètre des préoccupations (5 % au Centre, 8 % au PLR et au PVL, 9 % à l'UDC). Et même au PS (11 %) et chez les Verts (13 %), les membres et sympathisants sont assez peu nombreux à considérer ce phénomène comme problématique.

Dans ce contexte, il est rassurant de constater que la confiance dans les quatre institutions importantes que sont la police, le Tribunal fédéral, la Banque nationale et le Conseil fédéral est grande et stable. À un niveau moindre, il en va de même pour les autres institutions étudiées, telles que le Conseil des États, le Conseil national et les partis politiques, qui enregistrent même une légère tendance à la hausse. La fierté d'être Suisse, bien qu'en légère baisse, reste très élevée avec 77 % (–1 pp). Les conditions semblent donc réunies pour lutter contre la nouvelle pauvreté et les autres préoccupations permanentes de la population.

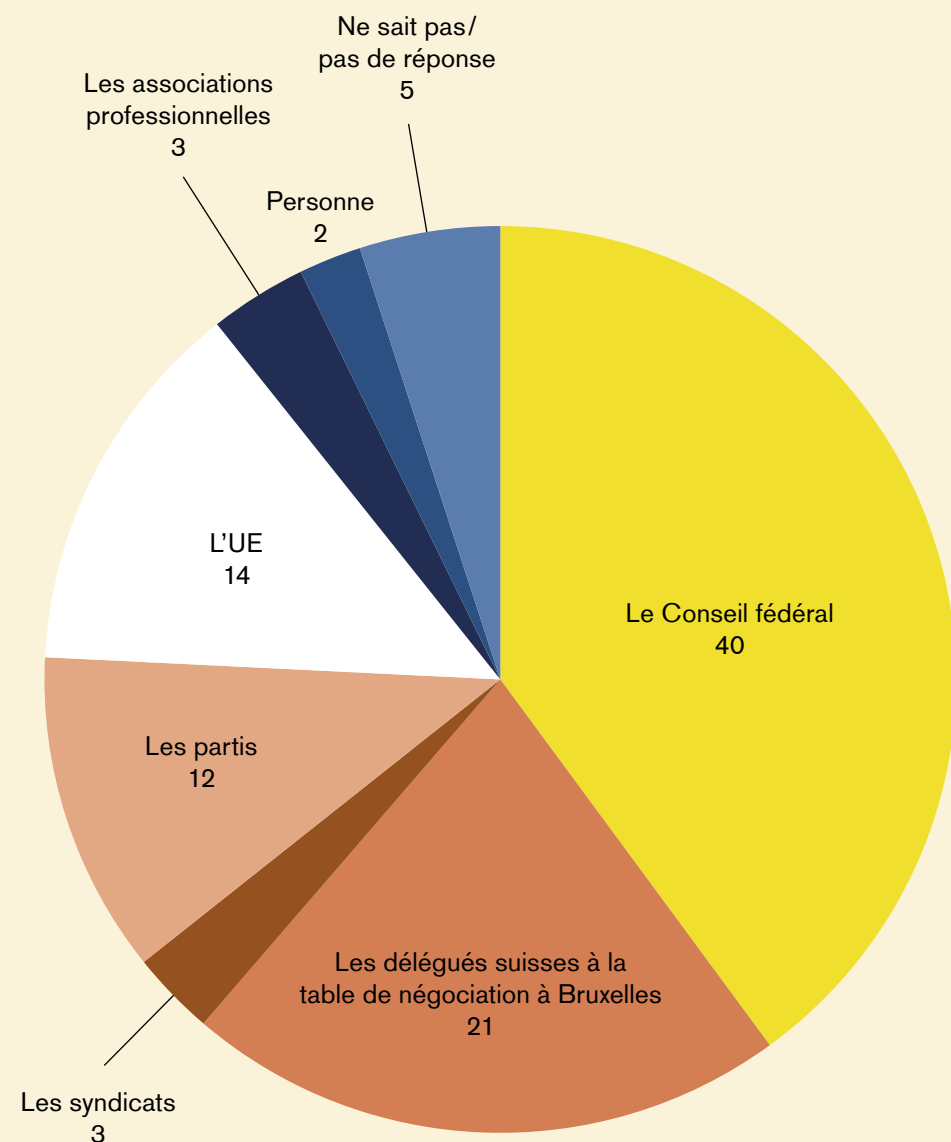
4 Principales préoccupations selon l'appartenance à un parti

PRIORITÉS Les préoccupations sont pondérées différemment selon les préférences pour un parti. Seule l'AVS arrive partout dans le trio de tête.

	Rang 1	Rang 2	Rang 3
PES	Environnement	Questions énergétiques	AVS
PS	Environnement	AVS	Europe
PVL	Environnement	AVS	Europe
Le Centre	AVS	Environnement	Sécu. de l'approvisionnement
PLR	AVS	Europe	Questions énergétiques
UDC	AVS	Inflation	Étrangers

■ Protection de l'environnement/changement climatique
■ Questions énergétiques/énergie nucléaire
■ AVS/prévoyance vieillesse
■ Sécurité de l'approvisionnement (énergie, médicaments, produits alimentaires)
■ Inflation/dépréciation de la monnaie/renchérissement
■ Étrangers/libre circulation des personnes/immigration
■ Relation avec l'Europe, UE

L'Europe serre les rangs



1 Responsabilité d'une nouvelle solution avec l'UE

LE CONSEIL FÉDÉRAL est jugé responsable d'engager les démarches nécessaires par 40 % des personnes interrogées. La question est la suivante : «Après l'échec de l'accord-cadre, une nouvelle voie dans les échanges avec l'UE est maintenant nécessaire. Qui selon vous est responsable au premier chef de contribuer à une nouvelle solution ?»

[en % des électeurs]

EUROPE — Deux ans de pandémie et plus de six mois de guerre d'agression contre l'Ukraine ont transformé notre continent et changé le regard de la Suisse sur l'Europe. Les Suisses font un nouveau pas, certes modeste, en direction de l'UE.

32 % des citoyennes et des citoyens suisses pensent que les événements des douze derniers mois ont renforcé l'Union européenne. À première vue, cela semble peu, surtout si l'on considère que 57 % d'entre eux s'attendent à un affaiblissement de l'UE. Mais la tendance dit autre chose : ils sont aujourd'hui trois fois plus nombreux qu'en 2019 (10 %) à formuler ce jugement positif.

La raison est la suivante : pour 52 % des sondés, la guerre en Ukraine a soudé l'Europe et la recherche d'un consensus sur l'aide et les sanctions économiques, bien qu'elle ait été difficile, témoigne d'une solidarité fondamentale que l'on ne sentait pas vraiment auparavant. Dans le même temps, le fossé creusé par la pandémie est nettement moins prononcé qu'en 2021. Mais ils sont encore 63 % (-7 pp) à percevoir la fracture causée par le coronavirus au sein de l'Europe.

Un léger regain de confiance

L'évaluation «mieux, mais peut mieux faire» se retrouve dans toute l'enquête du Baromètre des préoccupations dès que l'on parle d'Europe. Par exemple, la confiance dans l'UE ne cesse de se renforcer depuis 2019, mais reste faible. Elle est passée de 14 à 22 %, ce qui est peu comparé au Conseil fédéral, à la police et au Tribunal fédéral, qui rallient environ les deux tiers de la population; seuls les partis politiques et les églises affichent des degrés de confiance aussi décevants.

Les citoyennes et citoyens suisses ont toujours une haute opinion de leur pays en comparaison internationale, mais la pandémie et la guerre ont mis en évidence la vulnérabilité de la Suisse. Pour 92 % (-3 pp)

d'entre eux, l'économie suisse se porte plutôt/très bien par rapport aux économies étrangères. Une valeur exceptionnelle qui, pourtant, n'a été inférieure qu'une seule fois depuis 2012, à savoir en 2017 (89 %).

Il en va de même pour l'image dont jouit la Suisse à l'étranger. Aux yeux de 82 % (-5 pp) des citoyens, elle est plutôt/très bonne, et là aussi, cette valeur n'a été inférieure qu'une seule fois en dix ans (73 % en 2015). La variation de l'auto-évaluation est encore plus nette si l'on veut savoir comment la réputation a évolué au cours des douze derniers mois. 21 % (-15 pp) parlent d'une amélioration quand 33 % (+6 pp) voient une dégradation.

S'agit-il des séquelles de l'arrêt des négociations autour de l'accord-cadre en mai 2021 ? Comment cet acte politique →

33 %

estiment que l'image de la Suisse à l'étranger s'est dégradée.

76%

des citoyennes et des citoyens considèrent la stabilité des relations avec l'UE comme importante.

Les frontières et les bornes – ici une borne datant de la Première Guerre mondiale – ont perdu de leur importance entre la Suisse et l'UE, mais des obstacles subsistent.

est-il jugé avec un peu de recul ? 49 % (–2 pp) des citoyens estiment que cette décision est plutôt/très bonne tandis que 42 % (+2 pp) sont convaincus du contraire. Il n'y a donc pas eu de changement significatif à cet égard.

L'espoir d'un nouvel accord-cadre

Parmi les sept possibilités proposées pour régler les futures relations avec l'UE, la négociation d'un accord-cadre institutionnel reste clairement favorisée [voir graphique ●3]. Vient ensuite, et c'est un changement par rapport à 2021, l'entrée dans l'EEE, qui est désormais considérée comme une meilleure voie que le gel des traités bilatéraux sans développement. La résiliation de l'accord sur la libre circulation des personnes fait également partie des solutions envisageables, alors que l'on n'attend pas plus de la renonciation aux accords bilatéraux ou à des relations particulières avec l'UE que d'une adhésion à l'UE.

En toute logique, il faut poursuivre les négociations relatives à un accord-cadre institutionnel, car 76 % (inchangé) des citoyennes et des citoyens considèrent que des relations stables entre la Suisse et l'UE sont importantes. Si l'on se réfère spécifiquement aux accords bilatéraux, on obtient le même chiffre de 76 % (+1 pp).

Sur une échelle de 1 à 10, l'analyse du Baromètre des préoccupations donne une moyenne de 6,4 à l'importance d'une percée dans les négociations avec l'UE et de 5,0 à la confiance en la conclusion d'un accord satisfaisant. Ici, les attentes se concentrent sur le Conseil fédéral. 40 % des personnes interrogées considèrent que la responsabilité incombe au gouvernement national et 21 % aux délégués suisses à Bruxelles [voir graphique ●1].

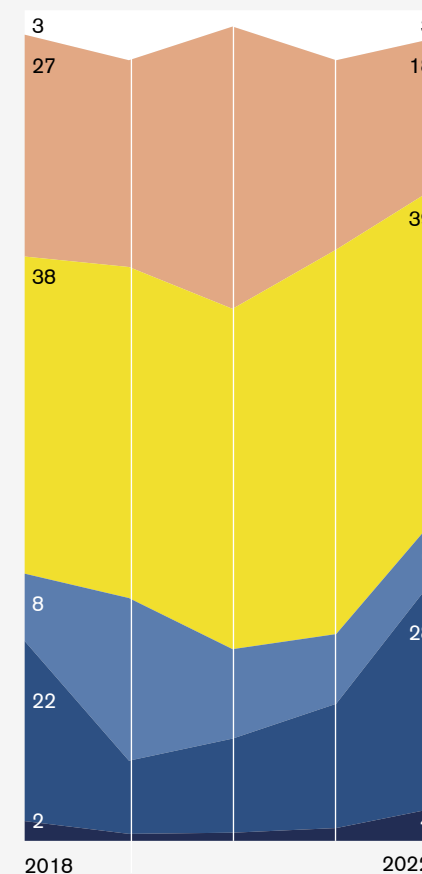
En revanche, seulement 14 % des sondés trouvent que l'UE est responsable au premier chef. Au total, une large majorité de 61 % des citoyens pense que la balle du développement des relations avec l'UE est désormais dans le camp de l'exécutif suisse. Cette opinion est partagée par tous les →

2 L'UE (plutôt) renforcée par les crises

DES RANGS RESSERRÉS «Pensez aux événements des 12 derniers mois. Selon vous, l'UE s'est-elle nettement renforcée, plutôt renforcée, plutôt affaiblie ou nettement affaiblie au cours de ces 12 derniers mois ?»

[en % des électeurs]

■ nettement renforcée ■ plutôt renforcée
■ ni l'un ni l'autre/les deux ■ plutôt affaiblie
■ nettement affaiblie □ ne sait pas/pas de réponse



courants politiques. Les sympathisants et les membres des partis bourgeois (UDC 25 %, PLR 17 %) sont les plus enclins à estimer que l'UE a encore une responsabilité, mais considèrent eux aussi que c'est avant tout au Conseil fédéral de s'engager (UDC 37 %, PLR 38 %), bien que d'une manière moins marquée que chez les Verts (50 %), le PS, le PVL et les électeurs non partisans (44 % chacun).

Ces valeurs correspondent à l'opinion selon laquelle le comportement de la politique suisse à l'étranger est plutôt/très défensif. Ils étaient 71 % (+5 pp) à le penser cette année, un chiffre jamais atteint auparavant. Peu de Suisses, à savoir 20 % (-5 pp), discernent donc une action offensive. Il est probable qu'une offensive de négociation

rapide avec des propositions alternatives était attendue. En toute logique, pas moins de 76 % (+1 pp) réclament une approche plus active, alors que seulement 16 % (+2 pp) appellent à la retenue.

Abandon d'une politique de niche
54 % (+4 pp) sont d'avis que la Suisse pourrait compenser un accès plus difficile au marché européen par des relations commerciales plus étroites avec des pays tiers, 37 % (-5 pp) voient les choses différemment. En parallèle, seulement 36 % (-9 pp) se prononcent en faveur d'une politique de niche indépendante, contre 53 % en 2020. La majorité de la population, à savoir 52 % (+11 pp), pense qu'un alignement de la Suisse sur une position unie de l'UE renforcera ses positions de négociation sur les questions économiques [voir graphique ●2, p. 18].

71 %

des Suisses considèrent la politique suisse à l'étranger comme défensive.



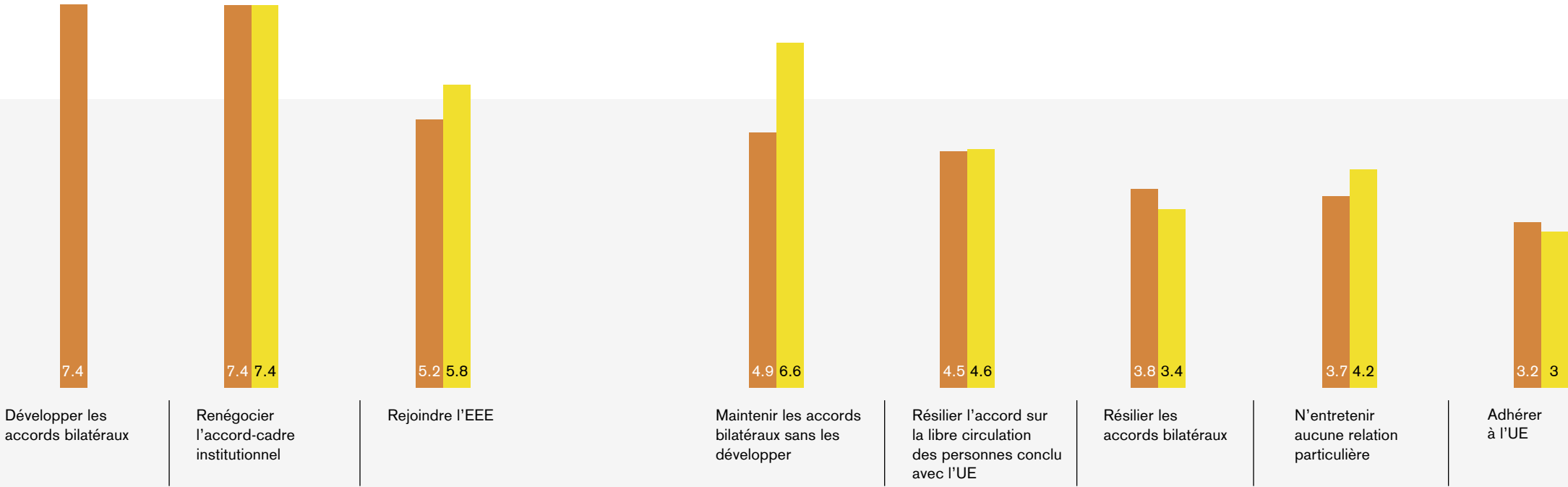
Le triangle des frontières à Bâle symbolise les bonnes relations économiques avec les pays voisins et l'UE. La majorité de la population est contre une politique de niche strictement indépendante et plaide plutôt en faveur d'un alignement sur la position unie de l'UE.

3 **Futures relations entre la Suisse et l'UE**

DÉVELOPPEMENT «Selon vous, quelle forme doivent prendre les futures relations entre la Suisse et l'UE ? Veuillez classer les différentes possibilités par ordre de préférence.»

La valeur 10 correspond le plus à la relation préférée, la valeur 0 le moins. Les échelles ont été standardisées afin de comparer les valeurs moyennes entre les années.

[en % des électeurs]
■ 2022 ■ 2021



Recherche d'une nouvelle stratégie



NOUVELLE SITUATION
— La guerre contre l'Ukraine a rebattu les cartes à bien des égards. Après la fin de l'Union soviétique il y a trente ans, nous assistons actuellement à une renaissance de la logique des blocs qui prévalait à l'époque. Pour la Suisse, la question est désormais de savoir si elle recherche la sécurité au sein de l'un de ces blocs ou dans l'espace fluide qui les entourent.

Alors que nous assistons à une nouvelle montée en puissance des blocs à travers le monde, la Suisse doit se livrer à une réflexion approfondie sur la meilleure stratégie de sécurité.

Photo : Herbert Zimmermann / 13 Photo

L'histoire s'écrit à travers les crises. C'est ce que l'on constate quand on se penche sur le passé, mais également lorsqu'on se tourne vers l'avenir. La fin de la guerre froide, le 11 septembre, la crise financière ou encore le coronavirus ont été des tournants marquants dans nos vies. Aujourd'hui, c'est la guerre contre l'Ukraine. Comment passerons-nous l'hiver prochain et les douze prochains mois ? Telles sont les questions qui préoccupent actuellement les particuliers et les responsables politiques en Suisse.

Les préoccupations économiques sont redéfinies

Alors que la Suisse est sortie relativement indemne des crises passées, la situation actuelle semble plus inquiétante. Ce n'est

pas vraiment la peur d'une guerre qui prédomine. On s'interroge plutôt sur les conséquences des incertitudes actuelles. Jamais depuis 1995 la part des citoyens qui pensent que leur situation économique sera plus mauvaise dans les douze prochains mois n'a été aussi élevée qu'aujourd'hui (19 %) [voir graphique ●2, p. 7]. La principale crainte n'est pas celle de perdre son emploi.

Bien au contraire : pour la première fois depuis le début de l'enquête en 1988, le chômage est sorti du top 10 des principales préoccupations. Il s'agit plutôt de savoir si et comment l'approvisionnement du pays et le maintien de notre niveau de vie habituel peuvent être garantis dans les conditions actuelles. Outre la guerre contre l'Ukraine (20 %) et la peur de perdre la neutralité (13 %), la sécurité de l'approvisionnement (21 %) est la troisième préoccupation à entrer dans le top 10 de 2022 sans y avoir figuré auparavant.

Le renchérissement/l'inflation (24 %, +16 pp), les questions énergétiques (25 %, +11 pp) ou encore le prix de l'essence ou du pétrole (14 %, +8 pp) ont également fait des bonds particulièrement importants cette année. Avec une perte de quatre points de pourcentage (9 %, -4 pp), le thème de l'égalité hommes-femmes est l'une des préoccupations ayant perdu le plus de places dans le classement [voir graphique ●3, p. 8]. Compte tenu des grandes incertitudes géopolitiques et économiques, il semble qu'une réorganisation de la liste des préoccupations prioritaires soit en cours : les sujets de société passent au premier plan, tandis que les thèmes post-matérialistes perdent de l'importance.

L'identité sous pression

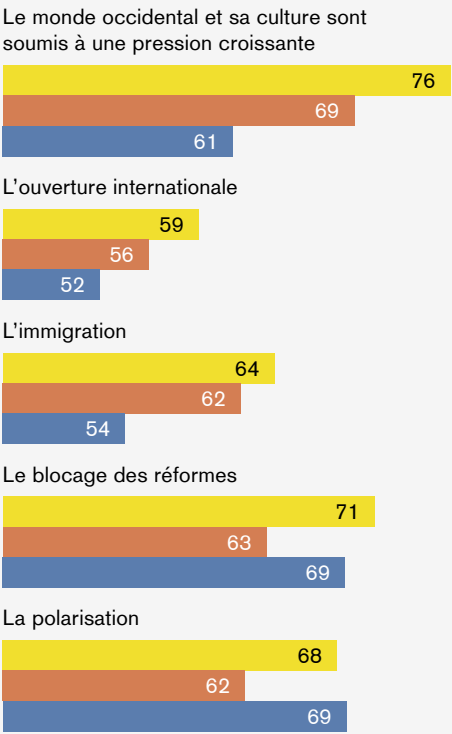
Outre la démocratie directe, le fédéralisme et le système de milice, la neutralité est un marqueur identitaire et l'un des piliers de la politique suisse. Cependant, la crainte de perdre cette neutralité inquiète principalement les électrices et les électeurs du Centre, du PLR et de l'UDC. Cette préoccupation est moins pressante chez les sympathisantes et les sympathisants des partis de gauche. Interrogés sur les différents facteurs qui menacent l'identité de la Suisse, de nombreux sondés soulignent néanmoins la pression extérieure exercée sous diverses formes. Concrètement, on estime que la dépendance de la Suisse vis-à-vis de l'économie →

1 Menace pour l'identité par tranche d'âge

POINT DE VUE DES GÉNÉRATIONS «On entend différents arguments expliquant pourquoi l'identité suisse pourrait être menacée. Selon vous, l'identité suisse est très menacée, plutôt menacée, pas vraiment menacée ou pas du tout menacée par les causes possibles suivantes.»

[en % des électeurs, part de «très/plutôt menacée»]

■ 65 ans et + ■ 40 à 64 ans ■ 18 à 39 ans



mondiale (71 %), l'UE et ses problèmes (67 %), l'immigration (60 %) ou encore l'ouverture internationale (55 %) constituent de plus en plus un danger pour l'identité de la Suisse par rapport à l'année dernière.

Le fait que les valeurs occidentales soient généralement mises sous pression dans le nouveau bras de fer géopolitique est considéré par 68 % comme un danger pour l'idée fondamentale de la Suisse. Outre les forces qui agissent sur la Suisse depuis l'extérieur, les citoyens identifient également des problèmes intérieurs pour l'âme de la Nation, en premier lieu le recul de l'engagement bénévole (79 %) et l'incapacité des responsables politiques à trouver des solutions viables aux problèmes (78 %). En outre, depuis quelques années, les Suisses ressentent de plus en plus le blocage des réformes (67 %) et la polarisation politique croissante (66 %) comme un risque pour l'identité du pays.

Fossé entre les générations

Le degré de solidarité entre les générations a souvent été abordé, en particulier depuis le début de la pandémie de COVID-19, et une majorité de citoyens perçoit le recul de cette solidarité comme un danger pour la Suisse. Il est intéressant de constater que les jeunes et les générations plus âgées ont une lecture différente des choses qui minent l'identité de la Suisse **[voir graphique●1]** : les jeunes se sentent beaucoup moins menacés par un monde interconnecté et globalisé que les personnes âgées. En revanche, les très jeunes et les personnes ayant l'âge de la retraite ont une sensibilité similaire à des phénomènes tels que le blocage des réformes ou la polarisation politique, deux dangers moins perçus par les personnes d'âge moyen.

Leadership politique et économique

Pour résoudre les problèmes politiques du pays, le peuple suisse souhaite que le Conseil fédéral et le Parlement exercent à nouveau davantage de leadership. Ce point de vue s'est renforcé au cours des années de pandémie et s'accroît encore en 2022. Outre la politique, un rôle important est également attribué à l'économie, les citoyens estimant que celle-ci, pour autant qu'elle dispose d'une marge de manœuvre suffisante, trouve parfois des solutions plus rapidement que la politique.

Pas de repli dans le réduit géopolitique

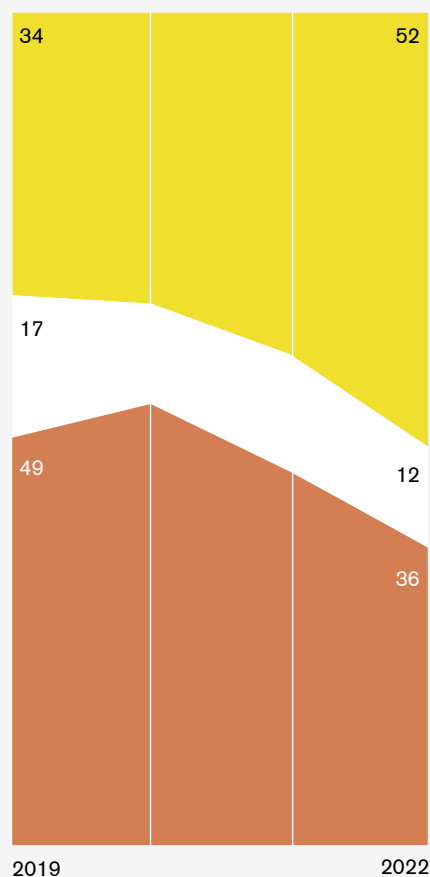
Bien que les résultats du Baromètre des préoccupations de cette année soient très critiques à l'égard d'une mondialisation sans réserve, le repli dans un réduit géopolitique n'est pas une véritable solution pour les citoyens. Certes, la neutralité est toujours tenue en haute estime, et il règne un certain scepticisme quant à un rôle actif de la Suisse dans les événements liés à la guerre contre l'Ukraine. Cependant, un repli ou une action isolée de la Suisse n'est pas non plus une solution pour la majorité. On estime plutôt que les solutions aux pro-

2 La stratégie appropriée dans le commerce mondial

ALIGNEMENT «Le commerce mondial sera de plus en plus contrôlé par la politique de force des grandes puissances. Quelle stratégie la Suisse doit-elle adopter ?»

[en % des électeurs]

- A – une politique de niche indépendante
- B – s'aligner davantage sur une position unie de l'UE pour renforcer sa position de négociation
- ne sait pas/pas de réponse



blèmes politiques doivent être trouvées au niveau international et par le biais d'un resserrement des liens avec la Suisse. Ces dernières années, de moins en moins de personnes pensent que les problèmes mondiaux ne concernent pas la Suisse, et l'on souhaite de plus en plus jouer un rôle de pionnier, notamment en matière de politique climatique.

S'aligner sur la position de l'UE

Traditionnellement, les Suisses ont une vision pragmatique de leurs relations avec les autres États, qui est façonnée par des considérations d'ordre économique. En revanche, les valeurs et les normes sont moins prioritaires. Les préoccupations actuelles concernant l'avenir économique du pays devraient donc être un catalyseur important pour le souhait de s'écarter de la stratégie d'une politique de niche indépendante et de s'aligner davantage sur la position de l'UE **[voir graphique●2]**. Cette perception est partagée par les Suisses de tous les blocs politiques jusque dans le camp bourgeois **[voir graphique●3]**.

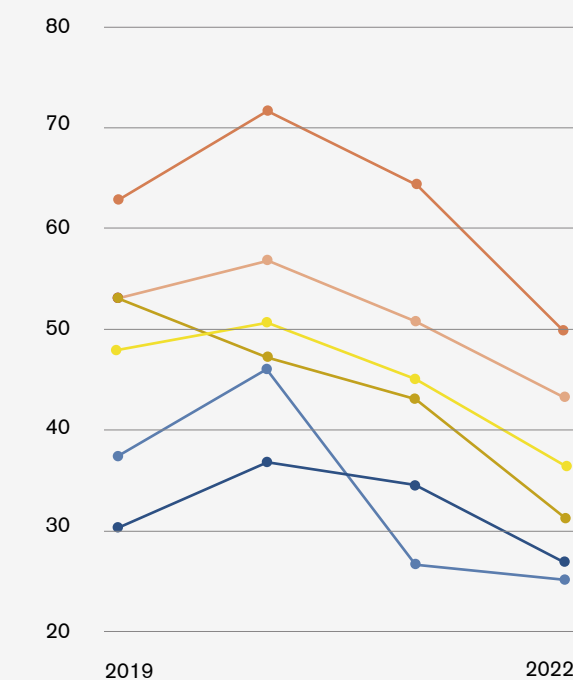
67 % des électeurs estiment que le blocage des réformes constitue un danger pour l'identité du pays.

3 La stratégie appropriée en fonction des préférences pour un parti

ABANDON DE LA POLITIQUE DE NICHE La part de sondés favorables à une politique de niche indépendante diminue, mais à des degrés divers parmi les électrices et les électeurs des différents partis.

[en % des électeurs]

- UDC ● PLR ● Total ● Le Centre ● PVL ● PS



SIMONETTA SOMMARUGA est cheffe du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) depuis le 1er novembre 2019 jusqu'à la fin 2022. De 2010 à 2018, elle a dirigé le Département fédéral de justice et police (DJFP). Simonetta Sommaruga a été membre du Conseil national de 1999 à 2003, et membre du Conseil des États à partir des élections de 2003 jusqu'en 2010. Elle s'est fait connaître du public en tant que directrice et présidente de la Fondation pour la protection des consommateurs en Suisse alémanique.



Photo: Fabian Hugo / 13 Photo

« La dépendance nous a rendus vulnérables. »

ENTRETIEN — Pour elle, la sécurité de l'approvisionnement en électricité est une priorité absolue. La conseillère fédérale Simonetta Sommaruga, cheffe du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC), s'exprime sur les grandes préoccupations de la Suisse.

Entretien : Manuel Rybach *

Madame la Conseillère fédérale, après une longue absence (la dernière fois, c'était en 1990), la principale préoccupation de la population suisse cette année est la protection de l'environnement et le changement climatique. Vous attendiez-vous à ce que cette préoccupation figure en tête du classement ? Après tout, il y avait d'autres « concurrents » sérieux pour la première place cette année.

Nous subissons très directement les conséquences du changement climatique : les températures extrêmement élevées du début de l'été ont été suivies de plusieurs vagues de chaleur. À cela s'ajoute la sécheresse. Les glaciers fondent très rapidement. Tous ces événements ne sont pas des aberrations ponctuelles. Il s'agit d'une tendance à long terme, qui nous montre que nous devons renforcer la protection du climat. La nouvelle loi sur le CO₂ présentée par le Conseil fédéral en septembre nous permettra de réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030.

Depuis plus de dix ans, l'AVS et la prévoyance vieillesse figurent toujours dans le trio de tête des principales préoccupations des Suisses. En septembre, les citoyens suisses ont voté de justesse en faveur de la réforme sur la stabilisation de l'AVS. Comment →

* L'entretien a été réalisé par écrit début novembre

« Dans notre pays, nous pouvons regarder l'avenir avec sérénité. »

réussirons-nous à réunir une majorité pour continuer à réformer le contrat entre générations ?

L'AVS est le pilier le plus important de la prévoyance vieillesse. Le 25 septembre, la population a dit oui à la proposition du Conseil fédéral et du Parlement. Mais il est très important que nous améliorions enfin la situation des femmes dans le 2e pilier. Car ce sont les femmes, mais aussi tous les travailleurs à revenus modestes, qui sont les plus désavantagés par la réglementation actuelle.

La guerre en Ukraine n'arrive qu'en huitième position. Cela vous surprend-il que cette préoccupation ne figure pas plus haut dans le classement ?

L'attaque de la Russie touche l'Ukraine et ses pays voisins comme la Pologne plus directement que la Suisse. La guerre a toutefois provoqué une crise énergétique dont la Suisse subit également les conséquences. Non seulement la Russie mène une guerre militaire, mais elle utilise ses matières premières de façon ciblée comme une arme. Il est dès lors important de réduire rapidement notre dépendance au pétrole et au gaz provenant de l'étranger. Cette dépendance nous a rendus vulnérables. En conséquence, nous devons progresser rapidement dans le développement de nos énergies renouvelables indigènes.

Vous l'avez évoqué : la crise énergétique mondiale touche également la Suisse. Pour preuve, les préoccupations énergétiques arrivent en troisième position chez les Suisses. En tant que cheffe du DETEC, quelles mesures comptez-vous prendre pour garantir l'approvisionnement énergétique ? Et quel est le lien avec la principale préoccupation que sont la protection de l'environnement et le changement climatique ?

Depuis que la Russie a fermé le robinet de gaz, l'approvisionnement est devenu incertain. Et le fait que plus de la moitié des centrales nucléaires françaises soient à l'arrêt depuis

bientôt un an exacerbe encore l'incertitude. C'est pourquoi le Conseil fédéral a rapidement adopté des mesures visant à renforcer l'approvisionnement énergétique. Il s'agit par exemple de la réserve hydroélectrique, des turbines mobiles de Birr (AG) et de la campagne d'économies d'énergie. En outre, le Conseil fédéral a obligé l'industrie gazière à s'assurer de nouvelles capacités de livraison et de stockage de gaz. Ces réserves et garanties prendront effet dès l'hiver prochain. Le Conseil fédéral a énormément œuvré pour que notre pays soit préparé au mieux pour l'hiver.

La sécurité de l'approvisionnement en électricité est ma priorité absolue depuis que je suis arrivée au DETEC. J'ai donc porté la loi fédérale relative à un approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables devant le Parlement, où elle est actuellement débattue. Elle prévoit de produire plus d'électricité, surtout en hiver, de stocker plus d'électricité et de gaspiller moins d'énergie. Je suis heureuse que le Parlement soit désormais prêt à aller de l'avant. Nous pourrions ainsi renforcer notre sécurité d'approvisionnement.

Pandémie de COVID-19, guerre en Ukraine et risque de pénuries d'énergie : la Suisse est en mode de crise depuis plus de deux ans maintenant. Quels enseignements le Conseil fédéral ou votre département en ont-ils tiré jusqu'à présent pour préparer correctement la Suisse à affronter les défis futurs ?

Les dernières années nous ont marqués. Au début de la pandémie, l'incertitude était grande, on savait peu de choses sur le virus et il a fallu prendre rapidement des décisions. La situation actuelle avec la guerre en Europe est, elle aussi, source d'incertitude. Personne ne peut dire comment elle évoluera. Mais une chose est sûre : le Conseil fédéral a mis ces derniers mois à profit pour renforcer au maximum l'approvisionnement énergétique de notre pays. Mon expérience de la crise des

possible en Europe. Mais il en est allé autrement. Nous devons donc rester vigilants et défendre résolument nos valeurs : les droits humains, la démocratie, l'État de droit et la solidarité. La guerre a également montré combien il est important de renforcer l'énergie indigène. J'ai bon espoir que nous passerons à la vitesse supérieure dans ce domaine. C'est également nécessaire pour freiner le changement climatique. Même si je le souhaite ardemment, ce thème ne devrait pas disparaître sitôt.

Pour terminer, permettez-moi de vous poser une question personnelle : comment gérez-vous vos propres préoccupations et que nous conseillez-vous pour faire face aux problèmes actuels et à venir ?

Dans notre pays, nous pouvons regarder l'avenir avec sérénité. Il y a tant de personnes engagées dans notre pays, y compris des jeunes, qui veulent s'investir. Nous disposons de services de base avec les trains, les bus, la poste et les télécommunications, qui fonctionnent parfaitement même en temps de crise. Pour moi personnellement, ma vie a connu un tournant déterminant fin octobre. Ce tournant m'a fait prendre conscience qu'après douze ans d'engagement total en tant que conseillère fédérale, je voulais désormais mettre l'accent sur d'autres priorités dans ma vie. Dans de telles situations, il est important d'écouter son cœur et sa raison qui sont nos meilleurs conseillers.

réfugiés de 2015 et de la pandémie de coronavirus en 2020, alors que j'étais présidente de la Confédération, m'aide à garder mon calme tout en m'attelant à la tâche. La Suisse est forte quand nous travaillons ensemble.

Nous venons de parler de certaines grandes préoccupations de la population. Les partagez-vous et y a-t-il, selon vous, d'autres problèmes importants dont nous n'avons pas encore discuté ?

En période de crise, beaucoup de choses sont moins évidentes. La santé, la sécurité, suffisamment d'électricité : des choses qui ont toujours été là ne sont plus disponibles qu'en quantité limitée ou pourraient se raréfier. Cette situation peut être éprouvante. Le fait qu'il reste moins d'argent pour les ménages et que le pouvoir d'achat de la population soit sous pression à cause de la hausse des prix préoccupe actuellement beaucoup de monde. Je prends ces préoccupations très au sérieux. Un groupe de travail de la Confédération étudie d'éventuelles mesures. Pour moi, il est clair que nous devons trouver des solutions pour les cas de rigueur.

Faisons un saut dans le temps et projetons-nous vers l'avenir : quel thème espérez-vous voir disparaître complètement du Baromètre des préoccupations dans cinq ans ?

J'espère que la guerre en Ukraine se terminera rapidement. En Occident, la plupart des gens pensaient qu'une telle chose n'était plus

Voilà comment nous surmonterons la crise climatique et énergétique



TRANSITION CLIMATIQUE ET ÉNERGÉTIQUE — Il est possible d'économiser l'énergie sans perte de confort si nous misons sur l'efficacité énergétique et arrêtons le gaspillage. Grâce à des systèmes intelligents et au développement des énergies renouvelables, nous réussirons la transition énergétique et climatique.

Par Jörg Grossen

Nous, les Vert'libéraux, sommes le parti de l'optimisme. Nous recherchons des opportunités même dans les temps difficiles, tandis que d'autres se contentent de gérer les problèmes. Le moment est venu d'opérer la transition climatique tout en surmontant la crise énergétique. Les décisions du Parlement lors de la session d'automne ont posé les premiers jalons d'un avenir durable et climatiquement neutre, fixant des objectifs contraignants, définissant des trajectoires de réduction claires et lançant une offensive visant à développer les énergies renouvelables. La Suisse a reconnu qu'il était grand temps d'agir rapidement et d'aller plus loin. La transition énergétique et la neutralité climatique sont possibles. Ainsi, la Suisse deviendra un phare mondial de la durabilité et une pionnière de la transition énergétique.

Notre avenir, et en particulier celui de nos enfants et petits-enfants, est sérieusement compromis par les effets du changement climatique. Celui-ci représente probablement la plus grande menace pour l'humanité en ce siècle. Les événements climatiques extrêmes de cette année parlent d'eux-mêmes. C'est aux grandes puissances économiques qu'il appartient en premier lieu de relever ce défi mondial. Pour une protection efficace du climat, il est essentiel que tous les pays, et en particulier les pays riches et influents comme la Suisse, ouvrent la voie. Ils sont en effet à l'origine de fortes émissions de CO₂, tant à l'échelle nationale qu'internationale, et portent donc une responsabilité particulière.

40 % de l'électricité est gaspillée

Dans le même temps, la guerre en Ukraine nous confronte à une grave pénurie d'énergie, en particulier cet hiver. Notons qu'il s'agit d'un problème dont nous sommes en grande partie responsables. Si nous avons encouragé le développement des énergies renouvelables et conclu l'accord prévu sur l'électricité avec l'UE, nous n'en serions pas là aujourd'hui. Malheureusement, pendant des années, les partis bourgeois conservateurs ont bloqué et freiné le développement des énergies renouvelables, et le Conseil fédéral a enterré l'accord-cadre sans proposer d'alternative. Ces stratégies rétrogrades doivent désormais cesser. Il y a deux ans, j'ai pris la liberté de présenter une feuille de route personnelle pour une Suisse entièrement approvisionnée en énergies renouvelables et neutre en carbone. La recette la plus importante est celle qui s'appliquera tout particulièrement cet hiver : miser sur l'efficacité énergétique, c'est-à-dire économiser l'énergie dont on n'a pas besoin. Plutôt que de construire des

« La hausse des prix nous oblige à faire des économies d'énergie et à investir dans la durabilité. »

centrales électriques supplémentaires et d'imposer des restrictions radicales aux consommatrices et consommateurs, nous devons enfin mettre de l'intelligence dans le système. Le potentiel est énorme, car en Suisse, jusqu'à 40 % de l'électricité est aujourd'hui gaspillée, comme le confirme l'Office fédéral de l'énergie. C'est plus que la production annuelle des quatre centrales nucléaires suisses. Des économies sont possibles, notamment avec les dernières technologies, sans aucune perte de confort. Prenons un exemple : grâce à ses commandes intelligentes intégrées, l'immeuble de notre entreprise, qui peut accueillir 40 postes de travail, consomme 80 % d'électricité et 70 % de chaleur en moins qu'un bâtiment normal de taille comparable. Et pour un confort supérieur !

On peut se demander si ces solutions n'arrivent pas trop tard pour l'hiver prochain. Mais ce n'est pas le cas, car le potentiel d'économies est énorme, même à court terme. Et le prix élevé de l'électricité nous incite enfin à nous engager dans cette voie. Si la hausse des prix fait mal à notre portefeuille, elle nous oblige également à →

AVS ____ Les évolutions démographiques creusent le déficit financier de l’AVS. Seul un relèvement progressif de l’âge de la retraite permettra de le combler durablement.

Par Camille Lothe

Le contrat entre générations est menacé de résiliation



Bonne nouvelle pour nos concitoyens âgés : si, lors de l’introduction de l’AVS en 1948, l’espérance de vie d’un homme de 65 ans était d’environ douze ans, elle est aujourd’hui de près de 20 ans. Voilà qui est réjouissant !

Non seulement nous vivons de plus en plus vieux, mais également en meilleure santé. Cependant, cette santé gagnée coûte cher : le contrat entre générations en matière de prévoyance vieillesse est menacé de résiliation.

La population suisse a fortement augmenté dans les années 1950 et 1960. Entre 1954 et 1964, le nombre de naissances est passé d’environ 84 000 à près de 113 000 par an. Cette génération très nombreuse arrive maintenant à l’âge de la retraite. Résultat : au cours des prochaines années, le nombre de retraités augmentera plus rapidement que le nombre d’actifs. Il y a 60 ans, la rente d’une personne était financée par environ six actifs. Aujourd’hui, elle est encore financée par 3,4 actifs et, dans 30 ans, elle le sera par seulement deux actifs environ.

Les baby-boomers creusent le déficit
Ces évolutions démographiques compromettent le financement de la prévoyance vieillesse. En 2019, la différence entre les →

faire des économies d’énergie et à investir dans la durabilité. Pour remédier aux difficultés à court terme, il est urgent de mettre en place un système d’économie de marché qui, en cas de pénurie d’électricité, annoncerait de manière fiable les capacités pouvant être limitées ou coupées. Les entreprises pourraient ainsi présenter volontairement des offres et être rémunérées pour ces capacités. Nous pouvons également renforcer la sécurité en intégrant les petites et moyennes entreprises et les consommateurs sur le marché de l’énergie de réglage qui permet à Swissgrid d’assurer la stabilité du réseau électrique. Nos interventions en ce sens ont été transmises par le Conseil national avec une large majorité.

Réduire à néant la dépendance à l’égard des importations
En complément des gains d’efficacité, nous devons accélérer le développement des énergies renouvelables. Le vent, l’eau et le soleil associés à des capacités de stockage améliorées sont les sources d’énergie de demain. Nous pouvons stocker les excédents de l’été avec Power-to-X et les réinjecter en hiver en les combinant à la production de chaleur. Les coûts du photovoltaïque et des batteries ont beaucoup baissé ces dernières années et continueront à baisser. Il en sera de même pour la technologie Power-to-X au fur et à mesure de sa généralisation. Si nous réussissons à combiner toutes ces mesures,

nous pourrions réduire à néant notre dépendance à l’égard des importations. C’est donc techniquement possible, mais qu’en est-il sur le plan politique ? Cela dépendra, entre autres, du succès que nous, les Vert’libéraux, remporterons aux élections et de notre capacité à rassembler une majorité au Parlement, afin que les responsables politiques investissent dans les énergies renouvelables et l’intelligence des systèmes plutôt que dans le pétrole et les centrales nucléaires. Non seulement au niveau national, mais aussi aux niveaux local et cantonal.

Le tournant énergétique est une grande chance historique pour notre société et notre économie. Nous voulons mettre en œuvre la transition climatique avec le monde économique et non contre lui, notamment par des incitations positives et négatives. Notre prospérité a toujours reposé sur notre capacité d’innovation. En tant que site Cleantech, la Suisse est prédestinée à jouer un rôle de précurseur, y compris dans le domaine de la protection du climat, et à exporter le savoir-faire de la transition énergétique dans le monde entier. Cela créera des emplois et de la valeur ajoutée pour des générations. En déployant les innovations et les technologies suisses dans le monde entier, nous contribuons à la transition énergétique à l’échelle mondiale.

Avec notre stratégie «Cool down 2040», nous défendons des solutions rapides, durables, libérales et factuelles. Pour un changement rapide, nous avons maintenant besoin de l’engagement de la société ainsi que des milieux économiques et politiques.

JÜRIG GROSSEN
est conseiller national et président des Vert’libéraux. Les politiques énergétiques et climatiques font partie de ses priorités. Il préside les associations Swiss e-Mobility et Swissolar.

recettes et les dépenses engendrait un déficit de 1,2 milliard de francs. Avec le départ à la retraite des baby-boomers, ce déficit s'élèvera à 16 milliards de francs en 2045. Malheureusement, les responsables politiques ne se sont pas suffisamment emparés jusqu'à présent du grand défi du vieillissement de la société. Le financement additionnel décidé par le projet Réforme fiscale et financement de l'AVS (RFFA) et la réforme AVS 21 ne résolvent pas le problème.

Imaginez l'AVS comme une baignoire, mais une baignoire percée. L'eau s'écoule. Ma génération se retrouvera bientôt nue dans une baignoire vide, ce que personne ne souhaite. À ce jour, il existe plusieurs façons d'agir pour éviter de se retrouver involontairement nus. Un nouveau financement additionnel de l'AVS ne fait qu'ajouter de l'eau dans la baignoire, mais l'écoulement persiste. L'initiative pour une 13e rente AVS lancée par les syndicats opte pour une approche différente : agrandir le trou de la baignoire à l'aide d'une masse. Si elle est acceptée, elle engendrera des dépenses supplémentaires de 5 milliards de francs d'ici à 2032, d'après le Conseil fédéral. J'en conclus que cette initiative est dénuée de sens ou qu'elle s'apparente à du nudisme. Mais comment boucher le trou de la baignoire et retrouver un écoulement contrôlé ?

L'initiative sur les rentes est la solution

Il est nécessaire de relever progressivement l'âge de la retraite. C'est la meilleure façon de procéder, car c'est s'attaquer à la racine du problème, c'est-à-dire au trou de la baignoire. L'initiative sur les rentes est l'option la plus intéressante. Elle relèvera progressivement l'âge de la retraite, puis le liera à l'espérance de vie. Toutefois, l'âge de la retraite n'augmente pas parallèlement à l'espérance de vie, mais selon un facteur de 0,8. Afin que les futurs retraités puissent planifier leur retraite à l'avance, l'âge de la retraite sera précisé cinq ans en amont. Les calculs montrent que cette initiative résout durablement le problème du financement de l'AVS.

À long terme, il faut également trouver une solution dans le deuxième pilier, où le principe appliqué est le suivant : chacun épargne pour

soi, du moins jusqu'à présent. Au moment de la retraite, le capital épargné est converti en une rente annuelle basée sur l'espérance de vie et les rendements attendus. Mais la pratique politique a depuis longtemps perverti cette théorie. Actuellement, la loi prescrit une rente annuelle minimale de 6,8 % du capital épargné. Or il serait réaliste de ne pas dépasser 6 %.

Une attaque contre la jeune génération

Mais attention ! La réduction prévue du pourcentage risque de provoquer un tollé. En réponse, des mesures compensatoires s'immiscent dans le débat. Le conseiller fédéral Berset souhaite introduire des suppléments de rente forfaitaires pour tous les nouveaux retraités jusqu'à la fin des temps. Financés selon le principe de l'AVS par les cotisations salariales des actifs. Non seulement cette approche est contraire au système, mais elle constitue une attaque directe contre le contrat entre générations.

Ce contrat n'est pas formel. En théorie, il n'existe pas de moment précis où la solidarité des jeunes prendrait fin. C'est une évolution insidieuse, mais elle a un potentiel explosif. En 2023, les plus de 50 ans devraient alors disposer de la majorité des voix pour la première fois. Ils deviendront alors un pouvoir politique. C'est pourquoi je les appelle à sauver le contrat entre générations : ne transférez pas la décision aux générations futures, mais décidez dans l'intérêt de ces générations futures. L'augmentation de l'espérance de vie vous laisse suffisamment de temps.

CAMILLE LOTHE

est présidente de la section de l'UDC de la ville de Zurich et présidente des Jeunes UDC du canton de Zurich. Cette politologue travaille à l'Institut des sciences politiques de l'Université de Zurich.

Une politique énergétique et climatique engagée



POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE ET CLIMATIQUE — Une politique énergétique et climatique efficace, durable mais également efficiente sur le plan économique repose essentiellement sur l'incitation. Au bout du compte, les mesures incitatives redistribuées à la population nous permettent de mener une politique climatique socialement acceptable.

Par Susanne Vincenz-Stauffacher

Ce qui pour nous, en Suisse, était tout au plus un scénario de film catastrophe il y a quelques mois est devenu réalité : la menace de pénuries d'électricité, non pas à l'horizon 2025 comme annoncé initialement, mais dès l'hiver prochain, ainsi qu'une flambée des prix de l'énergie. Mais il y a aussi de bonnes nouvelles : une politique énergétique et climatique engagée est devenue susceptible de réunir une majorité. C'est comme si la crise de l'énergie avait libéré du courage et de la force. Le courage de fixer des objectifs ambitieux et la force de prendre les décisions qui s'imposent. Ainsi, avec le contre-projet indirect à l'initiative pour les glaciers, le Parlement national fixe des objectifs de «zéro émission nette d'ici à 2050», encourage les innovations et met en œuvre un «booster» pour le remplacement des chauffages →

« La redistribution des taxes d’incitation à la population profite aux personnes aux revenus les plus modestes. »

(remplacement des chaudières à énergie fossile par des systèmes à énergie renouvelable) ainsi que des mesures d'efficacité. Le rejet populaire de la loi sur le CO₂ à l'été 2021 avait donné lieu à un véritable blocage, que ce projet permet de lever.

Nécessité d’un débat sur l’utilité et la protection

En matière de politique énergétique et climatique, ce qui me semble essentiel, c’est de rompre avec la pensée cloisonnée. La protection du climat est importante, mais la défense de l’environnement, la biodiversité ainsi que la préservation de la nature et du patrimoine le sont tout autant. Qui pourrait dire le contraire ? Mais ne nous y trompons pas : nous devons mener un débat sur l’utilité et la protection et trouver un équilibre entre ces deux aspects. Pour accélérer le développement des installations solaires, hydroélectriques et éoliennes et en construire de nouvelles, il sera inévitable de faire des concessions raisonnables sur la préservation du paysage, bien entendu sans jeter par-dessus bord toutes les dispositions de protection. Nous devons repenser notre conception du paysage idéal. Il ne s’agit pas de s’habituer à un paysage radicalement différent. Mais un peu moins de «Ballenberg» et un peu plus de progrès ne peuvent pas faire de mal. Je souhaiterais que les installations solaires et éoliennes sur des terrains prévus à cet effet n’aient pas d’office une connotation négative et ne soient pas perçues comme

une atteinte, mais comme un enrichissement. Il faut bien sûr rester mesurés. La production d’énergie supplémentaire doit être proportionnée aux impacts environnementaux.

L’énergie nucléaire conserve son importance

Ces débats ne sont pas simples. Ceux qui ont été menés dans le cadre de la loi fédérale urgente autorisant la construction d’installations solaires alpines adoptée par le Parlement lors de la session d’automne 2022 en sont une bonne illustration. Ces installations apportent une contribution précieuse à la production d’électricité hivernale et donc à la sécurité d’approvisionnement. En contrepartie, il est prévu de rendre le solaire obligatoire dans les nouvelles constructions importantes. Alors que les milieux écologistes doivent faire des concessions sur l’assouplissement des règles dans les régions alpines, les libéraux ont du mal à accepter l’obligation d’installer des panneaux solaires. En se rapprochant l’une de l’autre et en avalant chacune les proverbiales couleuvres, les parties ont trouvé un compromis susceptible de réunir une majorité, et ce en un temps record. C’est exactement comme cela que fonctionne une politique constructive, qui ne se concentre pas sur le programme de son parti ou sur sa réputation, mais qui cherche à résoudre un problème pour le bien de toute la population.

Dans le cadre d’un mix électrique idéal, la question de l’importance du nucléaire continue évidemment de se poser. Avec la sortie de l’énergie nucléaire voulue par le peuple, cette

technologie est en principe un «modèle dépassé». Or, le fait est que nous avons pris du retard dans le développement des énergies renouvelables. L’énergie nucléaire continue ainsi à jouer un rôle important dans la sécurité de l’approvisionnement électrique. Il semble donc juste et raisonnable de prolonger la durée de vie des centrales existantes dans la mesure où elles peuvent être exploitées en toute sécurité. À cet égard, la problématique des déchets pèse particulièrement lourd, mais nous venons de franchir une nouvelle étape dans ce domaine. En septembre 2022, après un processus structuré qui a duré de nombreuses années, la Nagra a annoncé le site retenu pour le dépôt en couches géologiques profondes. La recherche du site était guidée par la volonté d’éliminer nous-mêmes nos déchets radioactifs et de ne pas les évacuer à l’étranger. Quant au choix du site, il a été uniquement motivé par la sécurité – quel était le site le plus sûr en Suisse sur la base de critères géologiques et autres critères techniques – et non par d’autres considérations d’ordre politique, par exemple. Il s’agit donc d’une étape importante vers un stockage définitif, qui n’a toutefois aucune incidence directe sur l’interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires. Celle-ci semble toujours juste si l’on s’en tient aux technologies actuelles. Mais si des technologies nucléaires plus avancées comme la fusion nucléaire devaient être disponibles à l’avenir, il faudrait rediscuter de la possible contribution de ces nouvelles technologies à un mix électrique équilibré. Cela dépend beaucoup de la réalisation des objectifs de développement des énergies renouvelables et de construction de nouvelles installations. Ce qui signifie également que les débats sur l’énergie nucléaire ne doivent pas entraver ces efforts de développement et de construction.

L’objectif premier est de réunir une majorité

Je suis convaincue qu’une politique énergétique et climatique efficace, durable mais également efficiente sur le plan économique repose essentiellement sur l’incitation, en ajoutant au besoin des subventions comme mesures complémentaires. Au bout du compte, les mesures incitatives redistribuées si possible intégralement à la population nous permettent de mener une politique climatique socialement acceptable. En effet, les personnes disposant d’un revenu et d’une fortune élevés sont responsables de la majorité des émissions. Par conséquent, la redistribution à la population profite aux personnes aux revenus les plus modestes. Celles-ci reçoivent généralement plus qu’elles ne paient au titre des mesures d’incitation.

Ma conclusion personnelle : l’objectif premier d’une politique énergétique et climatique constructive doit être de réunir une majorité. Sinon, il y a un risque de blocage et d’immobilisme, ce qui serait préjudiciable pour la place économique suisse à plusieurs égards, tant sur le plan environnemental que du point de vue social et économique. Il est donc clair qu’il doit y avoir une interaction entre la politique, l’économie et la société. Mettons-nous au travail !

SUSANNE VINCENZ-STAUFFACHER

est conseillère nationale et présidente des Femmes PLR Suisse. Elle dirige son propre cabinet d’avocats et exerce en tant qu’avocate indépendante et notaire.

Pourquoi la Suisse est-elle peu sensible à l'inflation ?

INFLATION — Le frein à l'endettement, l'indépendance de la Banque nationale, un renchérissement relativement faible et un marché du travail stable freinent l'inflation en Suisse.

Par Claude Maurer



Karl Otto Pöhl, ancien président de la Bundesbank allemande, avait osé une comparaison imagée : «L'inflation, c'est comme le dentifrice : une fois sorti du tube, on peut difficilement l'y remettre.» Au vu des taux d'inflation record, on peut se demander si le mal n'est pas déjà fait.

Les économistes définissent l'inflation comme le processus par lequel les prix d'un «panier» de biens et de services bien garni augmentent sur une longue période. Elle est officiellement évaluée par la variation de l'indice des prix à la consommation, qui mesure l'évolution des prix des biens et des services consommés par un ménage moyen. Mais la notion de ménage moyen est purement théorique, et le panier individuel peut être très différent du panier officiel. De ce fait, la perte de pouvoir d'achat individuelle peut différer sensiblement du taux d'inflation officiel. Par exemple, un étudiant sans voiture ne subit pas la même perte de pouvoir d'achat qu'une famille vivant à la campagne. De même, il arrive que la perception des prix diffère des statistiques officielles. Nous sommes plus sensibles aux variations de prix des biens achetés fréquemment et payés le

plus souvent en espèces, comme le pain, qu'à celles des services payés une fois par mois par prélèvement automatique, comme les frais de téléphone, ou achetés ponctuellement, comme les meubles. Par ailleurs, les «déceptions», comme le plein d'essence qui coûte beaucoup plus cher que prévu, restent beaucoup plus ancrées dans nos mémoires et ont donc une influence disproportionnée sur notre perception. Sans surprise, le renchérissement est l'une des préoccupations majeures d'une grande partie de la population suisse.

Aucun facteur d'inflation persistante

En Suisse également, la hausse des prix se situe actuellement à des niveaux record depuis le début des années 1990. Elle est particulièrement forte dans les domaines où nous la percevons consciemment, notamment à la station-service ou lorsque nous réservons des vacances tant attendues. Pourtant, avec ses 3 % d'inflation, la Suisse s'en sort bien par rapport à d'autres pays. Ainsi, les Européens et les Américains sont aux prises avec une inflation de 8 à 10 %. Mais surtout, notre pays ne présente aucun facteur important d'inflation persistante à long terme. Pour que les prix augmentent sans discontinuer dans de nombreux domaines, il faudrait que la demande de biens et de services progresse plus rapidement que l'offre. Selon le prix Nobel d'économie Milton Friedman, cette situation ne se produit que lorsque les ménages, l'État ou les entreprises disposent de toujours plus de «carburant» (c'est-à-dire d'argent) pour leurs achats. L'institution à même de fournir cet argent en principe sans restriction est la banque centrale. Le danger, c'est lorsque l'État oblige celle-ci à financer ses dépenses en faisant marcher la planche à billets. Grâce au frein à l'endettement, d'une part, et à l'indépendance de la Banque nationale suisse (BNS), d'autre part, de tels abus de la banque centrale helvétique sont extrêmement improbables. Et c'est une bonne chose. En outre, la BNS a déjà enrayer la croissance de la masse monétaire en relevant ses taux d'intérêt. La situation est différente dans les pays ayant recours de manière répétée à de vastes plans de dé-

penses, comme les États-Unis, le Royaume-Uni ou certains pays de la zone euro. Là-bas, la politique monétaire prélève elle aussi le carburant de l'inflation, mais le niveau des dépenses publiques en dilue les effets. Ces pays se trouvent donc face à un risque d'inflation persistante.

Renoncer à des augmentations de salaire maximales

En Suisse, nous avons en outre peu de risque d'assister à une spirale prix-salaires, dans laquelle inflation et hausse des salaires se renforcent mutuellement. D'une part, parce que le renchérissement est moindre et que la BNS a déjà réagi. D'autre part, parce que le marché du travail est généralement peu sensible aux excès à court terme. Si la forte progression des prix et la pénurie de main-d'œuvre qualifiée ont entraîné des augmentations de salaire jamais vues depuis plus de dix ans, certains indices laissent présager un contexte général de modération salariale. L'expérience montre que les salariés semblent globalement prêts à renoncer à des augmentations de salaire maximales à court terme pour réduire le risque de perte d'emploi et ainsi garantir la prospérité à long terme. Cette clairvoyance s'avère payante pour les salariés, puisque la part de la performance économique versée sous forme de salaires est exceptionnellement élevée dans notre pays.

La clairvoyance est plus que jamais de mise face au risque mondial d'une période prolongée de forte inflation. Même si les prix des matières premières reviennent à la normale – une hypothèse qui comporte quantité d'inconnues politiques –, les banques centrales et les gouvernements des États-Unis et d'Europe resteront probablement encore longtemps aux prises avec l'inflation. Trop de mal a déjà été fait. Il n'empêche qu'en Suisse, le dentifrice reste pour l'instant dans le tube.

CLAUDE MAURER

est chef économiste du Credit Suisse en Suisse. De 2006 à juin 2021, il a été responsable Analyse conjoncturelle Suisse de la banque. Claude Maurer a commencé sa carrière en tant qu'économiste au sein de l'institut BAK Basel Economics.

La politique doit être au service des gens

POLITIQUE DE SANTÉ — Coûts évitables, fausses incitations et possibilités inexploitées se traduisent par des dépenses de santé inutiles. Les intérêts des assurés doivent revenir au premier plan.

Par Martin Landolt



La Suisse dispose d'un système de santé de qualité et très développé. Dans le même temps, la forte augmentation des coûts entraîne une augmentation tout aussi forte des primes d'assurance-maladie, ce qui tourne au défi sociopolitique : un nombre croissant de payeurs de primes atteignent leurs limites financières. C'est un peu comme si nous conduisions une voiture de luxe et que nous ne voulions pas renoncer à ses avantages, alors que notre budget ne nous permet qu'une voiture intermédiaire ou petite. Ce grand écart est devenu douloureux.

Éviter les inefficacités

Les hausses de coûts sont parfois justifiées : les nouvelles thérapies innovantes offrent des perspectives précieuses aux patientes et patients concernés. La demande croissante de soins suit l'évolution démographique et les besoins de la société. Mais certains frais et inefficacités pourraient être évités, ce qui permettrait de réduire les coûts sans perte notable de qualité. Et c'est précisément l'objectif des assureurs-maladie qui se mobilisent pour leur clientèle. Ceux-ci contrôlent et

paient les factures au nom des assurés et n'ont donc aucun intérêt à ce que les primes augmentent. Bien au contraire : le contrôle des factures permet à lui seul d'économiser plus de 3,5 milliards de francs par an.

De son côté, la Confédération vérifie systématiquement si certaines prestations répondent aux critères d'efficacité, d'adéquation et de rentabilité. Si ce n'est pas le cas, celles-ci doivent être exclues de l'assurance de base. Bien que plusieurs procédures de ce type aient déjà été menées à bien, les économies souhaitées se font attendre. Les offres concernées ne sont pas toujours supprimées du catalogue.

Éliminer les fausses incitations

Prenons la densité de médecins, par exemple : elle est cinq fois plus élevée dans le canton de Genève que dans le canton d'Uri. Or personne ne prétendrait que les Urnais sont en moins bonne santé que le reste de la Suisse. De même, le nombre d'hôpitaux est supérieur à la moyenne, mais les offres n'y sont pas suffisamment coordonnées, ce qui coûte inutilement cher et alimente la pénurie de personnel qualifié. En outre, des études montrent que la qualité de certaines interventions est compromise lorsqu'elles sont pratiquées occasionnellement.

Il est également vrai que les médicaments sont beaucoup plus chers en Suisse qu'à l'étranger. Et même tellement plus chers que les différences de pouvoir d'achat ou l'«îlot de cherté suisse» ne suffisent plus à expliquer cet écart. De plus, la part des génériques est nettement plus faible que dans les autres pays. Par ailleurs, les prix des traitements de routine comparables varient énormément sans raison apparente. En tant que partenaire tarifaire, santésuisse siège à la table des négociations et s'engage en faveur d'un système de tarification comportant le moins de fausses incitations possibles. À l'instar du Parlement et du Conseil fédéral, nous considérons également qu'un système optimal est fondé sur des forfaits et complété par des tarifs à la prestation.

Accélérer la numérisation

Parmi les diverses possibilités inexploitées du numérique, le dossier électronique du patient se fait particulièrement attendre. Ici, c'est précisément la question la plus importante qui est ignorée, à savoir celle des besoins des patientes et des patients. Ce n'est pourtant pas trop demander que mes données soient disponibles rapidement en cas de changement de médecin ou d'urgence. Ce sont mes

données, et je veux pouvoir décider qui peut y accéder ou non. Mais tout cela ne semble guère avoir joué un rôle dans les discussions menées jusqu'à présent.

Les mesures et instruments à mettre en œuvre sont bien connus et ont déjà été identifiés par différents experts. Les compétences sont un peu plus variées : le Parlement, la Confédération, les cantons et les partenaires tarifaires sont tous sollicités, mais leur responsabilité se situe à différents niveaux. Les divergences d'intérêts font peut-être partie du jeu politique, mais elles ne doivent pas conduire à des blocages paralysants alors que les payeurs de primes sont écrasés par la charge financière. Leurs intérêts sont prépondérants et doivent revenir au premier plan. Dans quel domaine, si ce n'est celui de la santé, la politique doit-elle être au service des gens ?

MARTIN LANDOLT

est conseiller national et a été président du PBD avant sa fusion avec le PDC pour former Le Centre. Depuis 2022, il préside le Conseil d'administration de santésuisse, l'association de la branche de l'assurance-maladie.

La méritocratie, un mythe ?

BAROMÈTRE DE LA JEUNESSE — La performance reste importante, mais ce n'est plus la seule chose qui compte. Selon le Baromètre de la jeunesse du Credit Suisse, les jeunes Suisses accordent presque autant d'importance à la reconnaissance sociale qu'à la reconnaissance financière. L'enquête a également révélé que 60 % des jeunes pensent que la prévoyance vieillesse relève davantage de la responsabilité individuelle.



Photo : Mladen Balinovac / Getty Images

Les personnes qui fournissent suffisamment d'efforts et sont suffisamment performantes obtiennent une certaine reconnaissance et parviennent à se hisser au sommet, peu importe leur origine, leur couleur de peau, leur sexe ou leur statut social. C'est la promesse de la société moderne de la performance, également connue sous le nom de méritocratie. Le principe de la performance, qui trouve son origine dans le siècle des Lumières, était en vogue depuis les années 1980. L'idée selon laquelle le statut financier et social n'est plus hérité, mais acquis, a longtemps été plébiscitée par la société.

Pourtant, ces dernières années, le côté sombre de la méritocratie moderne est de plus en plus évoqué et l'engouement autour de ce principe s'affaiblit. La méritocratie est-elle un mythe ? Et que pensent les jeunes d'aujourd'hui de l'idée de la société de performance ? Est-elle toujours aussi «tendance» qu'en 1980 ou a-t-elle perdu depuis longtemps son attrait ?

De la reconnaissance sociale et financière

Quand on demande aux jeunes en 2022 s'ils attachent plus d'importance à la reconnaissance financière ou à la reconnaissance sociale, la tendance est très légèrement en faveur de la reconnaissance financière. Pour les jeunes Suisses toutefois, la reconnaissance sociale est devenue presque aussi importante que la reconnaissance finan-

cière. C'est ce que révèle le Baromètre de la jeunesse du Credit Suisse, une enquête représentative menée auprès de jeunes âgés de 16 à 25 ans en Suisse, aux États-Unis, au Brésil et à Singapour.

Parmi les pays étudiés, la reconnaissance financière revêt nettement plus d'importance que la reconnaissance sociale chez les jeunes Brésiliens et les jeunes Américains. Cependant, tous les pays sont relativement proches de la moyenne et l'importance qu'ils accordent à la reconnaissance financière n'est que légèrement supérieure à celle de la reconnaissance sociale.

Il est évident que la pandémie de coronavirus nous a fait prendre conscience de l'importance de la reconnaissance sociale, par exemple en mettant en évidence le fait que les professions d'importance systémique ont tendance à être mal rémunérées. Le personnel soignant, qui a accompli un travail remarquable, a été comblé d'éloges, de considération et de gratitude, mais pas nécessairement récompensé financièrement.

La prévoyance vieillesse, une responsabilité individuelle

Les jeunes ont bon espoir d'avoir suffisamment d'argent pour mener une vie confortable à l'âge de la retraite, une opinion qu'ils sont une majorité à partager dans tous les pays étudiés. Cette confiance est la plus forte chez les jeunes Brésiliens (64 %) et la plus faible

chez les jeunes de notre pays (54 %). Elle tend cependant à repartir à la hausse même chez les jeunes Suisses : aujourd’hui, un peu plus d’un sur trois sont extrêmement ou assez confiants, alors qu’ils n’étaient qu’un sur quatre à partager cet optimisme en 2020.

Les jeunes Suisses pensent surtout qu’ils devront piocher dans leur épargne et leurs placements personnels à la retraite, avant de compter sur l’AVS. L’épargne personnelle est la principale source de revenus à la retraite dans tous les pays étudiés. Chacun est donc responsable de sa propre prévoyance vieillesse, ce dont les jeunes sont parfaitement conscients. En Suisse, 60 % des jeunes pensent qu’il faudrait assumer plus ou beaucoup plus de responsabilité en matière de prévoyance vieillesse. Ce chiffre atteint 73 % aux États-Unis, 82 % à Singapour et 83 % au Brésil.

L’épargne, quand elle est possible, est très prisée
Près de 70 % des jeunes Suisses s’en sortent bien avec l’argent dont ils disposent. Si on leur donnait 10 000 francs en espèces, ils en déposeraient un bon quart sur leur compte d’épargne et en mettraient 1 000 autres de côté pour les périodes difficiles [voir graphique●1]. Ils épargneraient également pour leur logement, leur famille ou leur prévoyance vieillesse. L’épargne est très prisée chez les jeunes : un jeune Suisse sur deux met de l’argent de côté tous les mois. 22 % d’entre eux parviennent à le faire au moins certains mois.

En revanche, pour la première fois, une majorité de jeunes Américains indiquent qu’ils ont du mal à joindre les deux bouts avec l’argent dont ils disposent chaque mois dans leur ménage. C’est d’ailleurs chez eux que le bilan à la fin du mois est le moins bon. Seul un jeune Américain sur trois parvient à épargner chaque mois. Et 25 % d’entre eux peuvent mettre de côté une partie de leurs revenus certains mois.

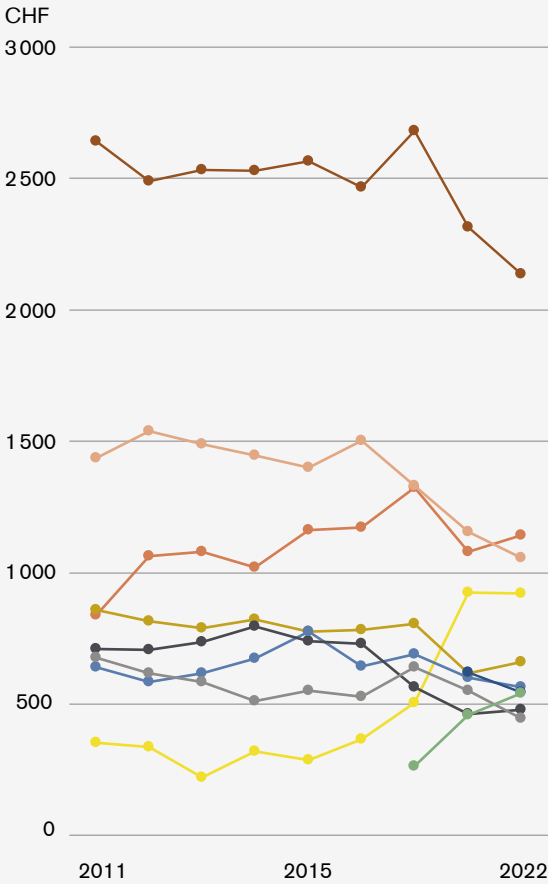
La prospérité, le moyen de parvenir à ses fins
Quand on leur demande ce qui, de la prospérité ou de la liberté, leur importe le plus à titre personnel, la majorité des jeunes des quatre pays répondent la liberté. La tendance à accorder plus d’importance à la liberté est la plus forte chez les jeunes Américains et la plus faible chez les jeunes Brésiliens. Lorsqu’on interroge les jeunes Suisses sur

60 %
des jeunes Suisses pensent que la prévoyance vieillesse relève davantage de la responsabilité individuelle.

1 **Que faire d’une somme inattendue ?**

ÉPARGNER PLUTÔT QUE CONSOMMER «Supposons qu’on vous offre la somme de 10 000 francs, comment répartiriez-vous cet argent ?»

- Épargner en général
- Épargner pour les périodes difficiles
- Dépenser pour des vacances
- Investir dans des actions/fonds
- Épargner pour la maison
- Épargner pour la famille
- Épargner pour la prévoyance vieillesse
- Investir dans des placements durables
- Dépenser pour la famille
- Dépenser pour la voiture



leurs projets d’avenir, ils répondent en premier lieu «J’aimerais essayer différentes idées/choses» [voir graphique●2]. En outre, il est important pour eux d’avoir une conception claire de la vie. Tous ces points figurent également en tête de la liste de souhaits des jeunes Américains, Brésiliens et Singapouriens. Par rapport à 2020, le désir de travailler pour pouvoir financer des congés prolongés a légèrement diminué en Suisse. Les jeunes Suisses accordent toujours autant d’importance au fait de pouvoir mener une vie heureuse, c’est-à-dire aussi satisfaisante que celle de leurs parents.

Faire carrière n’arrive qu’en quatorzième position des projets d’avenir cités par les jeunes Suisses. À titre de comparaison : les jeunes Américains placent leur carrière en quatrième position, les jeunes Singapouriens en septième position et les jeunes Brésiliens en onzième position. En Suisse, les jeunes aspirent à la liberté et à la flexibilité dans leur vie. Être bien protégé financièrement est un moyen de réaliser ses rêves et ses projets de vie.

La politique pour plus d’égalité des chances
Même si 77 % des Suisses estiment qu’ils peuvent réussir dans la vie en travaillant dur et en s’investissant pleinement, ils sont conscients que tous ne bénéficient pas des mêmes conditions de départ. Trois jeunes Suisses sur quatre pensent que les responsables politiques devraient être plus attentifs à ce que tout le monde ait les mêmes chances dans la vie. Les jeunes Américains, Brésiliens et Singapouriens partagent cette demande d’une plus grande égalité des chances adressée au monde politique.

En Suisse, la conscience que chacun est l’artisan de son bonheur reste profondément ancrée chez les jeunes, notamment lorsqu’il s’agit de la sécurité financière à la retraite ou du rêve d’accéder à la propriété du logement. La méritocratie n’est plus idéalisée, mais la croyance dans le principe du mérite reste intacte chez les jeunes.

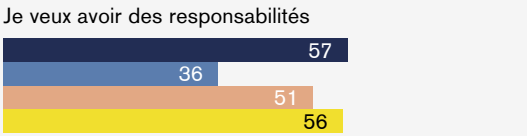
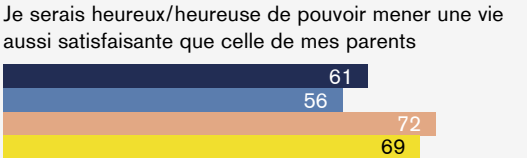
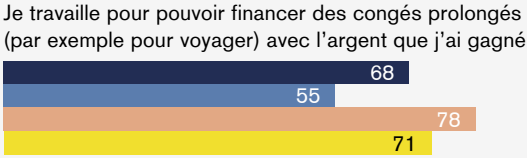
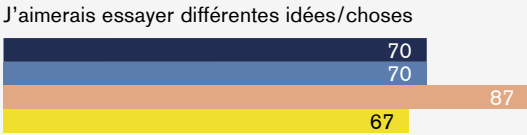
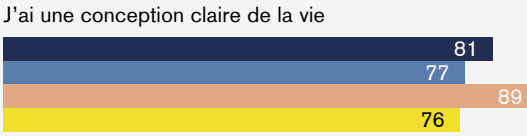
2 **Comparaison des projets d’avenir**

LA LIBERTÉ PLUTÔT QUE LA CARRIÈRE «Si vous pensez à vos projets de vie : dans quelle mesure les déclarations suivantes sont-elles pertinentes concernant vos projets d’avenir ?»

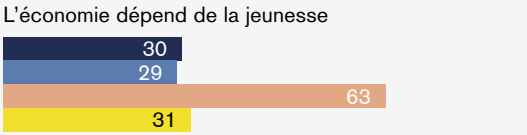
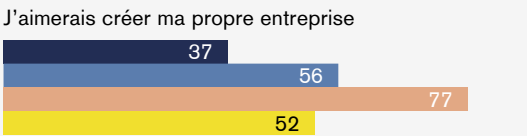
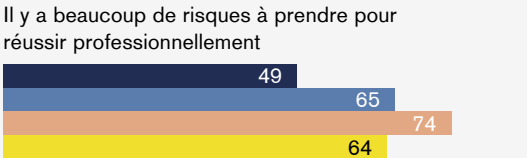
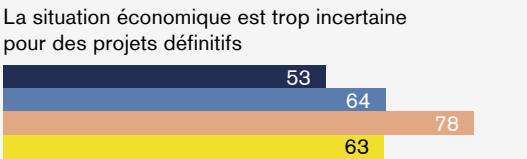
[entièrement d’accord/plutôt d’accord, en %]

■ Suisse ■ États-Unis ■ Brésil ■ Singapour

Projets d’avenir personnels



Projets d’avenir professionnels



Téléchargez l'intégralité
des enquêtes et d'autres
articles sur:



Baromètre des
préoccupations 2022

credit-suisse.com/barometre/preoccupations

IMPRESSUM

ÉDITEUR Credit Suisse (Suisse) SA,
Public Policy Switzerland; **RESPONSABILITÉ
DU PROJET** Manuel Rybach (directeur);
Till Oehler (directeur suppl.); Florian Klemm,
Andreas Brand, Lydia Toth (collaboration);
EN COLLABORATION AVEC gfs.bern,
Cloé Jans, Lukas Golder, Adriana Pepe,
Andreas Schiendorfer;
CONTACT public.policy@credit-suisse.com;
CONCEPTION ET MISE EN PAGE Crafft AG;
PRODUCTION DU TEXTE Andreas Schiendorfer;
PRÉ-IMPRESSION ET IMPRESSION
Vogt-Schild Druck AG;
TIRAGE 900

Le présent document a été élaboré par Credit Suisse (Suisse) SA exclusivement à titre d'information et à l'usage du destinataire. Il reflète les opinions de Credit Suisse (Suisse) SA et/ou des auteurs externes au moment de sa rédaction; celles-ci peuvent être modifiées à tout moment sans préavis. Credit Suisse (Suisse) SA ne garantit ni l'exactitude ni l'exhaustivité du présent document et ne saurait être tenu responsable des pertes qui pourraient résulter de son utilisation. Copyright © 2022 Credit Suisse Group AG et/ou sociétés liées. Tous droits réservés.

Le Baromètre des préoccupations 2022 du Credit Suisse, qui a interrogé en juillet/août 2022 un échantillon représentatif des citoyennes et des citoyens suisses (environ 1800 personnes) sur leurs préoccupations actuelles, mais aussi sur les relations de la Suisse avec l'UE et l'Europe a servi de base à cette publication.

